

# CAUSES

---

# COMMUNES

---

TRIMESTRIEL DES SOCIALISTES  
VILLE DE GENÈVE



## LGBTIQ+

---

OCTOBRE 2019

52

---

# RENVERSONS

---

# LA MAJORITÉ

---

SYLVAIN THÉVOZ,  
CO-PRÉSIDENT PSVG

*Le renforcement de la visibilité des personnes et expressions lesbiennes, gays, bisexuelles, trans\*, intersexes, queer et non binaires (LGBTIQ+), ainsi que la défense des droits de toute personne subissant des discriminations en raison de son orientation sexuelle et affective, son identité de genre ou expression de genre passe par un important changement sociétal et politique.*

La semaine de la Pride et la Marche des fiertés au mois de juillet ont marqué Genève. Cette semaine fut un événement historique pour les droits LGBTIQ+, une caisse de résonance fondamentale pour ses revendications. Nous sommes fier·e·s d'avoir milité, marché, échangé ensemble à cette occasion.

## Faisons l'histoire

«Make History» était le slogan de la Pride. Il s'agit bien de continuer à écrire l'histoire, à valoriser et à transmettre les mémoires LGBTIQ+, afin que des événements tels que les émeutes de Stonewall, il y a 50 ans, premier exemple de luttes LGBTIQ+ contre un système soutenu par les autorités et per-

sécutant les homosexuel·le·s, ne tombent pas dans l'oubli. Nous aussi, à notre échelle, nous devons continuer à faire l'histoire.

Nous avons désiré prolonger ce moment de la Pride dans *Causes communes*. Notre parti est un soutien fondamental et historique de la défense des droits LGBTIQ+. Mais nous avons encore un immense travail à faire, à l'intérieur comme à l'extérieur de notre parti. Rien n'est acquis. Tout comme la société, nous devons continuer à évoluer politiquement, et renforcer les actions pour la défense des droits de toutes les minorités, ainsi que nos interactions quotidiennes avec les associations luttant pour ces droits, afin d'en être le prolongement et les relais parlementaires.

## Changement d'époque et de majorité

Au final, sans votes gagnants, sans droits inscrits dans la loi, sans budgets progressistes, nous resterons soumis aux injustices des majorités rétrogrades. L'initiative parlementaire de Mathias Reynard visant à pénaliser les propos homophobes en est un bon exemple. Le référendum lancé par l'Union Démocratique Fédérale (UDF) contre celui-ci, une illustration que rien n'est encore gagné.

Nos structures sont encore largement binaires, notre compréhension sociale toujours marquée par la domination masculine et notre langage insuffisamment inclusif. Notre univers politique reste lour-

dement entaché de sexisme et d'homophobie. Notre mission est de renouveler ces champs de fond en comble.

## Rendez-vous le 20 octobre

Nous avons une occasion en or de le faire cet automne à l'occasion des élections fédérales. Notre slogan: *Renverse la majorité* est une évidence, et il inclut celui de la Pride: *Make history*, tant la majorité rétrograde présente depuis trop longtemps à Berne empêche la Suisse d'avancer et l'isole dans des combats médiévaux. C'est une lutte de 50 ans et plus que nous devons remporter cet automne.

Ce numéro est l'occasion de rendre hommage à celles et ceux qui mènent ces combats pour les droits LGBTIQ+ depuis toujours. Mention spéciale à Liliane Maury Pasquier et Manuel Tornare qui, arrivés au bout de leurs mandats, quitteront la Berne fédérale cet automne, en ayant ouvert des brèches dans l'intolérance; mention aussi à Sandrine Salerno, pionnière en Suisse d'une politique publique de défense des LGBTIQ+.

Les élections fédérales de cet automne seront cruciales pour le renforcement des droits LGBTIQ+. Nous serons au rendez-vous pour renverser la majorité et les homophobes et rétrogrades du Parlement. Au plaisir de pouvoir compter également sur toi pour y parvenir. Rendez-vous le 20 octobre!

---

## CAUSES COMMUNES

TRIMESTRIEL ÉDITÉ PAR LE PARTI SOCIALISTE DE LA VILLE DE GENÈVE

15, rue des Voisins  
1205 Genève

www.ps-geneve.ch

lea.winter@ps-geneve.ch

Un journal 100% pensé, conçu et réalisé à Genève!  
Envie de soutenir le *Causes Communes*: abonnez-vous!  
Envoyez vos coordonnées à [psvg@ps-geneve.ch](mailto:psvg@ps-geneve.ch)  
Finance d'inscription: 20.-/année  
CCP: 12-12713-8

Coordination rédactionnelle: Sylvain Thévoz.

Comité rédactionnel: Olivia Bessat, Jorge Gajardo, Ulrich Jotterand.

Ont collaboré à ce numéro: Olga Baranova, Christian Dandrès, Ricardo Do Rego, Matthias Erhardt, Diego Esteban, Laurence Fehlmann Rielle, Aurélie Friedli, Olivier Gurtner, Sapphire Jerel, Matthieu Jotterand, Sami Kanaan, Christina Kitsos, Lisa Mazzone, Mathias Reynard, Romain de Sainte Marie, Sandrine Salerno, Lydia Schneider Hausser, Carlo Sommaruga, Manuel Tornare, Thomas Wenger.

Photographies: Eric Roset.

Graphisme, maquette et mise en page: Atelier supercocotte.

Impression: Imprimerie Nationale, Genève.

Tirage: 3000 exemplaires sur papier recyclé.

# LA (RE-)DÉCOUVERTE DE L'ARC-EN-CIEL



SAMI KANAAN,  
CONSEILLER ADMINISTRATIF



*La Marche des fiertés à Genève a été pour moi l'occasion d'appréhender plus concrètement toutes les facettes très riches et variées d'une mobilisation populaire qui veut dépasser les frontières des différentes causes qu'elle représente.*

Bien entendu, je connaissais déjà les problématiques - très diversifiées, car ce sont autant de situations différentes et à des stades différents de reconnaissance - auxquelles font face les personnes LGBTQ+. Dans mon action à la tête du Département de la culture et du sport, j'ai d'ailleurs initié plusieurs actions de sensibilisation, dont deux campagnes contre les discriminations dans le sport. Un milieu qui, par sa structuration, ses traditions et ses objectifs, ne constitue pas le terreau le plus bienveillant à l'accueil de ces situations. On l'a vu récemment avec le traitement inhumain du «cas» de la sprinteuse sud-africaine Caster Semenya notamment, sans oublier les nombreuses expressions de discriminations homo et transphobes, comme la situation tragique de Thierry Essamba exclu par la fédération d'athlétisme camerounaise sur la base d'une suspicion de son orientation sexuelle. Un athlète défendu par Maître Saskia Ditisheim, dans le cadre d'Avocats sans frontières, grâce à qui il a néanmoins pu venir et participer au meeting AtletiCAGenève en juin, et ainsi porter un message fort dans le milieu sportif.

Le sport organisé est en effet tourné principalement vers la compétition et le culte du corps selon des définitions classiques et rigides, ce qui rend difficile la compréhension d'une société ouverte et fluide, basée sur une multiplicité et une porosité des identités.

Début juillet, en amont de la Marche des fiertés du 7 juillet, a eu lieu une belle semaine de mobilisation, de réflexion et de partage sur ces questions, qui ne sont en rien définitives et arrêtées. Comme évoqué, je tenais à participer à la Marche des fiertés, aussi bien comme citoyen et habitant de cette ville qu'en tant que Conseiller administratif. Il me semblait naturel et indispensable de montrer l'adhésion pleine et entière de la Ville de Genève, de rappeler le signal d'ouverture et de soutien de la deuxième ville de Suisse, en compagnie de ma collègue Maire, Sandrine Salerno, qui chapeaute le Service Agenda 21 Ville durable, directement engagé au quotidien dans cette cause, aux côtés des nombreux partenaires associatifs.

Cette Marche a été la démonstration étincelante qu'il ne faut rien lâcher quand on défend une cause juste. Les «minorités» LGBTQ+ se sont tout à coup retrouvées à réunir une majorité bigarrée, festive et néanmoins radicalement engagée, donnant une visibilité inédite et offrant à chacune et chacun, la possibilité de s'affirmer comme il/elle/ielle le souhaite dans son identité de genre et son orientation.

J'avais déjà auparavant bien conscience des luttes existantes dans le domaine, des

besoins et des revendications bien légitimes, que la Ville tente (longtemps seule face aux autorités supérieures) de soutenir depuis de nombreuses années. Mais me retrouver au sein de cette mobilisation, d'être au cœur d'une mosaïque illustrant à elle seule cette diversité, de sentir la force qui permet à tou-te-s d'oser sortir et s'affirmer m'a profondément touché, et m'a rappelé combien le fait d'agir ensemble permet de faire bouger les choses.

C'est la philosophe Hannah Arendt qui définissait la politique non pas comme quelque chose d'exclusif, comme la lutte contre d'autres, mais au contraire comme la capacité à agir ensemble, à se réunir, à se fédérer pour parvenir à une action concrète et durable. La Marche des fiertés est un magnifique exemple d'action politique et je suis convaincu qu'elle changera durablement le monde, ici à Genève, et ailleurs. Un très grand merci aux organisateurs et organisatrices!

# L'ENGAGEMENT DE

## LA VILLE



SANDRINE SALERNO,  
CONSEILLÈRE ADMINISTRATIVE

*La Ville de Genève s'engage contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre. Aujourd'hui encore, être homosexuel-le ou transgenre en Suisse reste difficile. Dans le cadre scolaire, professionnel ou familial, lors d'activités sportives et de loisirs, dans la rue ou sur Internet, les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, intersexes et queer doivent faire face aux violences verbales et physiques, aux mises à l'écart et au mépris. Les préjugés ont la peau dure et les déconstruire demande non seulement de l'énergie, mais également de la persévérance. C'est consciente de cette réalité que la Ville de Genève s'engage avec conviction depuis 2007 contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre, et pour un meilleur accueil des personnes LGBTQ+.*

En septembre 2012, sous mon impulsion et en réponse aux demandes des associations, la Ville de Genève a fait figure de

pionnière en créant le premier poste dédié aux questions LGBTQ+ au sein d'une administration communale. Ce poste a permis de renforcer et de systématiser l'action municipale, qui se déploie désormais sur plusieurs fronts simultanément.

### *Sensibilisation citoyenne*

Depuis 2013, la Ville de Genève propose chaque année une campagne à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie du 17 mai, afin de sensibiliser le grand public aux questions d'homophobie et de transphobie, de susciter le débat et de mettre en lumière le travail et les ressources associatives. Ces dernières années, des questions aussi importantes que la violence à l'encontre des personnes LGBTQ+, les insultes et les discriminations qui touchent les jeunes LGBTQ+ ou encore les difficultés rencontrées par les personnes LGBTQ+ sur leur lieu de travail ont été abordées. D'autres actions ont également lieu en parallèle, comme des soirées thématiques dans le cadre de CinéTransat ou du Festival international de film et Forum sur les droits humains (FIFDH).

### *Soutien aux associations*

Genève bénéficie d'un très riche tissu associatif en matière de défense des droits LGBTQ+. La Ville soutient ces associations au niveau financier et logistique, ainsi qu'en matière de suivi de projets. Depuis 2012, plus de 30 projets ont ainsi été accompagnés, tels que les Assises de la diversité au travail, la Conférence nationale des Familles Arc-en-ciel à Genève ou encore le lancement du centre d'accueil d'urgence pour jeunes LGBTQ+ Le Refuge Genève. Au fil des ans, un véritable partenariat s'est

tissé avec le monde associatif, qui permet à la Ville de Genève d'être au plus près des besoins du terrain.

### *Employeuse exemplaire*

En parallèle, la Ville a pris ses responsabilités d'employeuse en formant son personnel aux questions LGBTQ+ et en faisant évoluer ses pratiques RH pour les rendre plus inclusives. Cette année, pour la première fois, le groupe du personnel LGBTQ+ et allié-e-s de l'administration municipale a défilé à la Marche des fiertés sous les couleurs municipales. C'était une belle occasion pour la Ville de rappeler qu'elle soutient et accompagne, au quotidien, son personnel LGBTQ+.

### *Participation aux réseaux internationaux*

Enfin, pour échanger des bonnes pratiques, mettre en commun des réflexions ainsi que des pistes d'action, la Ville de Genève participe à des réseaux de villes européennes (elle est membre du réseau des Rainbow Cities depuis 2015), collabore avec des villes suisses (notamment Zürich qui a intégré en 2013 les questions LGBTQ+ aux missions de son Bureau de l'égalité), avec le canton de Genève, ainsi qu'avec la Genève internationale (ILGA et OHCHR).<sup>1</sup>

Toutes ces actions visent un objectif clair : faire de Genève une ville plus ouverte, plus juste, et, de fait, plus durable. Nous y travaillons au quotidien, avec détermination.

<sup>1</sup> ILGA : Association internationale des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et intersexes. OHCHR: Haut Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies.



# GENÈVE, AU CŒUR DES DROITS LGBTIQ+



CHRISTINA KITSOS,  
CANDIDATE AU CONSEIL ADMINISTRATIF

*Le Parlement fédéral a décidé, lors de sa session d'hiver 2018, d'étendre la norme antiraciste du Code pénal à la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle au même titre que le racisme ou l'antisémitisme. C'est un socialiste valaisan qui a porté ce juste combat en faveur des citoyennes et citoyens LGBTIQ+: le Conseiller national Mathias Reynard. L'enjeu de ce combat est crucial et concerne notre canton.*

## *Violences contre les LGBTIQ+*

Chaque jour dans la rue ou au travail, dans les salles de sport, les stades, le mépris des populations LGBTIQ+ s'exprime sous des formes multiples et inquiétantes. Genève a connu des épisodes de très grandes violences physiques contre des jeunes homosexuel-le-s ces dernières années. Cette banalisation des violences verbales et physiques a des conséquences dramatiques: les jeunes LGBTIQ+ vivent encore dans la peur au 21<sup>e</sup> siècle. Les conséquences sur leur santé sont désastreuses comme en attestent plusieurs études concordantes. Avant l'âge de 20 ans, un jeune trans sur deux fait une tentative de suicide. Pour les homosexuel-le-s, le risque d'une tentative de suicide est 2 à 5 fois plus élevé comparé à l'ensemble de la population.

## *Un référendum à combattre*

Les populations LGBTIQ+ sont aujourd'hui visées par un référendum qui serait une prime au désespoir et à la marginalisation.

Nous devons dès aujourd'hui nous unir pour combattre ce référendum et soutenir la révision de la norme pénale antiraciste dans le but d'y intégrer l'orientation sexuelle. Nous voterons à ce sujet en février 2020. Sous le prétexte fallacieux de combattre une soi-disant censure, les opposant-e-s à cette révision font croire que l'homophobie serait une simple opinion à considérer, voire un obstacle à la liberté d'expression. Soutenu dans sa récolte de paraphes par les Jeunes UDC et le groupe de travail Jeunesse et famille, l'Union démocratique fédérale (UDF) met dangereusement en cause les droits fondamentaux de citoyennes et citoyens de notre pays.

Voter sur cet objet constitue déjà un gros problème, une forme de déni de notre propre Constitution fédérale. L'ONU, lors de son examen périodique, et la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) avaient déjà interpellé la Suisse au sujet de cette omission persistante d'une égalité de traitement au niveau de la justice de notre pays et qui semblait enfin surmontée. Hélas, cette votation stoppe ce progrès nécessaire. Un vrai scandale qu'il s'agit de repousser par un vote massif en faveur des droits de la communauté LGBTIQ+. Il s'agira aussi de voter massivement pour contrer le message désastreux au plan pratique et symbolique véhiculé par cette votation de février: le droit d'insulter ou de marginaliser des homosexuel-le-s. Ce n'est pas une option dans une démocratie digne de ce nom.

## *Pas de tolérance pour l'intolérance*

À cette votation très préoccupante s'ajoute la frilosité des autorités fédérales sur plusieurs objets: les thérapies de conversion sont en voie d'être interdites dans plusieurs pays. La Suisse les tolère encore. Il est temps que notre pays réprime cette scandaleuse manière de considérer l'ho-

mosexualité comme une maladie. Quant au mariage pour toutes et tous, la Suisse a du chemin à faire pour parvenir à la hauteur de la plupart des décisions de ses voisins.

## *Ville et canton ensemble*

Notre canton a entrepris plusieurs campagnes de prévention sur les thématiques LGBTIQ+ dans les écoles et dans les rues grâce à l'engagement très fort de la Ville de Genève. La Pride de juillet 2019 a rencontré un succès considérable à Genève. Un symbole réjouissant. Je souhaite que notre ville continue d'apporter sa pierre à cet édifice du progrès des droits humains. Genève, ville internationale, se doit de montrer l'exemple, de donner de la voix dans ce combat humaniste crucial. Je m'inscris résolument dans ce sillage en faveur d'une véritable égalité des droits entre toutes et tous sans aucune discrimination. La protection de l'intégrité de la population LGBTIQ+ est l'affaire de chaque citoyenne et de chaque citoyen. La défense de la dignité humaine est une et indivisible. Ville de paix, ville des droits humains, Genève doit être à l'avant-garde de ce combat.

# DIALOGAI

---

## ET LES FRÈRES LUMIÈRE

---



OLGA BARANOVA,  
PROGRAMMATRICE DU CINÉCLUB DE DIALOGAI,  
ANCIENNE CONSEILLÈRE MUNICIPALE SOCIALISTE EN VILLE DE GENÈVE

*Le cinéclub de Dialogai, un lieu de socialisation autour de l'amour du cinéma gay. Depuis deux ans, j'ai le plaisir de partager ma passion pour le cinéma gay dans le cadre de la nouvelle édition du cinéclub de Dialogai Genève. Institution historique de la plus grande association gay de Suisse romande, le cinéclub offre aujourd'hui un espace de socialisation gay « bas seuil ». Au même titre que les autres activités communautaires proposées par Dialogai, le cinéclub participe à la création de lieux d'échange et de rencontre non-commerciaux au cœur d'une communauté en pleine mutation.*

### Partager l'amour du cinéma gay

Le cinéma gay est bien plus qu'un cinéma de niche, il est le miroir de l'évolution de la société, des luttes passées et présentes pour la libération gay, des bouleversements comme les ravages du SIDA ou la récente avancée du mariage pour toutes et tous dans de nombreux pays. Souvent confiné aux productions low budget à quelques notables exceptions près (*Philadelphia* de Jonathan Demme [1993], *Brokeback Mountain* d'Ang Lee [2005] ou encore *A Single man* de Tom Ford [2009]),

le cinéma gay garde jusqu'à présent une liberté dans le traitement des sujets sociétaux, une liberté qui constitue une source d'inspiration pour l'ensemble du cinéma indépendant.

Longtemps un phénomène majoritairement blanc et occidental, le cinéma gay se diversifie progressivement ces dernières années, faisant émerger à la fois des productions africaines et sud-américaines ainsi que des films qui thématisent l'homosexualité au sein des diasporas non blanches (on pense au succès récent du sud-africain *Inxeba* de John Trengove [2017], à l'Oscar du meilleur film *Moonlight* de Barry Jenkins [2016] ou encore au très touchant *Mi último round* de Julio Jorquera [2012], une coproduction chilienne et argentine). Par ailleurs, le cinéma gay existe depuis bien plus longtemps que la visibilité de l'homosexualité dans les médias de masse ou dans l'espace public. Rappelez-vous du grand classique du cinéma *Un chant d'amour* de Jean Genet, tourné en 1950! Le cinéma gay joue depuis toujours un rôle primordial dans le développement de la mémoire collective de la communauté, tout en dessinant les contours des évolutions futures.

### Le cinéma comme « prétexte »

Bien que le ciné-club de Dialogai fête l'amour du cinéma gay, les projections ne sont qu'un prétexte pour créer un espace de rencontre et d'échange gay, permettant à un public très hétéroclite de se retrouver dans un contexte à la fois familial et non contraignant. Le cinéclub s'inscrit ainsi dans la logique de développement des activités communautaires de Dialogai qui répondent à la demande croissante des espaces de socialisation en dehors de la logique de consommation commerciale. Le

cinéma joue un rôle de facilitateur: il donne à la fois un prétexte pour l'échange tout comme il enlève la gêne au silence, mettant sur pied d'égalité ceux qui viennent avec des amis et ceux qui viennent seuls. Outre les habitués, de nombreuses personnes arrivées récemment sur le territoire suisse ou genevois profitent de cette offre pour faire leurs premiers pas au sein de la communauté gay locale. La structure légère et bienveillante, basée sur l'enthousiasme de l'équipe, facilite les échanges. Le cinéclub est ainsi l'exemple d'une activité associative qui crée le pont entre les cahiers des charges hautement techniques des organisations conventionnées et les besoins en activités associatives. J'ai l'espoir qu'il participe ainsi au renouveau associatif communautaire dans un esprit d'enthousiasme et d'engagement.

---

Nouveau cycle de projection « Vive les mariés » du 10 octobre 2019 au 6 février 2020.

Programme:  
[www.dialogai.org/services/cineclub](http://www.dialogai.org/services/cineclub)



# LESTIME, ESPACE D'EXPRESSIONS ET D'ÉCHANGES!

*Lieu d'accueil, d'écoute et de conseil, espace communautaire et culturel pour les femmes lesbiennes, bissexuelles, trans\* et queer, au cœur de la cité, Lestime s'adresse à celles qui veulent s'engager comme à celles qui cherchent un espace de calme et de réflexion dans un lieu protégé.*

Fière de son double ancrage lesbien et féministe, Lestime continue de militer pour la visibilité des lesbiennes, bissexuelles, trans\* et queer et pour la défense et la promotion de leurs droits et de ceux de toutes les femmes, de se questionner, d'innover et de s'inscrire dans des réseaux politiques, culturels, festifs et de la santé.

Nous faisons partie, depuis sa création en 2008, de la Fédération genevoise des associations LGBT. Et nous sommes ainsi au centre d'un réseau plus vaste composé d'autres associations LGBTIQ+, d'associations féminines et féministes romandes, suisses et européennes.

## *Militante et culturelle*

Nous sentons le besoin de rendre à Lestime un espace de réflexion politique plus significatif en ville de Genève, à partir d'un positionnement lesbien et féministe, et d'un double engagement dans les luttes féministes et LGBTIQ+. À travers l'organisation de rencontres, débats, laboratoires-ateliers, sur des thèmes variés, nous voulons redécouvrir le plaisir d'être ensemble et d'échanger nos idées; de stimuler et encourager une réflexion critique, dynamique, ouverte, collective et ancrée dans les corps et dans les vécus; de promouvoir la circulation transnationale de pratiques

et de savoirs féministes; de soutenir les productions artistiques et militantes indépendantes.

C'est encore et toujours une lutte constante à mener contre les discriminations et les inégalités homme-femme mais aussi le développement d'un nouveau féminisme stimulant inspiré de la Queer theory et des questions de genre, qui viennent déconstruire certaines certitudes.

## *Investie dans le domaine de la santé*

L'association poursuit son engagement en faveur de la visibilité des enjeux de santé, puisque les besoins spécifiques de la communauté lesbienne restent à ce sujet trop souvent méconnus, y compris par le monde médical. Dans ce sens et en sus des soirées d'information, nous avons lancé en 2019 un projet novateur, «Entre nous», pour être au plus près de la communauté lesbienne et donner une réponse aux questionnements en lien avec la santé sexuelle. Des consultations totalement confidentielles ont lieu dans nos locaux.

## *Une association sans étiquette politique mais engagée*

Lestime ne soutient aucun parti politique, mais s'engage régulièrement avec la Fédération genevoise des associations LGBT. Elle fait également partie de la Fédération romande des associations LGBT, constituée en 2018 avec 15 autres associations, et défend des projets importants tels que «le mariage civil pour toutes et tous» ou l'extension de la norme pénale, qui interdit l'homophobie au même titre que le racisme, et la transphobie.

## *Projets*

En prévision de 2020, Lestime se propose d'intensifier les axes d'actions et de réflexions déjà entamés en 2019 avec le projet «Mémoires LGBTIQ+», campagne

2019 de la Ville de Genève, démarré en mai, avec différents événements tels que, «Balade au cœur de notre histoire», visite guidée de lieux militants et festifs relatifs à la culture lesbienne, le 20 septembre 2019.

*Déplacardisons les archives!* projection participative en partenariat avec le festival de cinéma LGBTIQ+, *Everybody's Perfect*, qui aura lieu au mois d'octobre, aux cinémas du Grütli.

Soirée de projection et discussion... et soirée festive (en mixité choisie), prévue en ouverture du festival!

**Lestime**  
expressions lesbiennes

Lestime, 5 rue de l'Industrie (Quartier des Grottes), 1201 Genève, [info@lestime.ch](mailto:info@lestime.ch), [www.lestime.ch](http://www.lestime.ch)

Membre salariée: CHF 50.- Membre chômeuse, étudiante, AVS, AI : CHF 30.-  
Membre de soutien: CHF 100.-



# CONVERGENCE

## DES LUTTES



MATTHIEU JOTTERAND,  
VICE-PRÉSIDENT DU PSG EN CHARGE  
DE LA COORDINATION DES SECTIONS

*LGBTIQ+, cette « communauté » est-elle un paradoxe ou une contradiction ? Ces dernières années, après l'apparition de l'acronyme LGBT, celui-ci a crû, pour devenir LGBTIQ+ (consensus actuel, quoique pas unanime). Cet acronyme, s'il se veut ouvert notamment par la lettre Q (= queer, « bizarre », qui propose de larges propositions d'inclusion) et par le signe + (qui permet à la personne qui le souhaite de s'inclure dans la définition), peut paraître quelque peu réducteur. En effet, pourquoi se désigner comme trans, comme gay, comme bisexuel, etc... là où s'incarne un être.*

Certain-e-s ne manquent pas de manifester leur incompréhension ou même de critiquer cette inflation de caractères. Le risque de l'enfermement dans une « communauté » est pointé du doigt. Des mécanismes de rejet des « autres » – les personnes qui ne s'incluent pas dans cet acronyme (parce qu'hétérosexuel-le-s cis-génres ou pour d'autres raisons) – peuvent parfois se mettre en place.

### *Faut-il en passer par là ?*

Certes ébranlé depuis quelques années, le schéma patriarcal domine la société de manière hégémonique. Jusqu'aux années nonante, les « tapettes », les « pédéastes », étaient largement sous-considérés ; quant aux femmes homosexuelles et aux ques-

tions d'identité de genre, elles étaient tout simplement pratiquement inexistantes dans l'espace public. Avant même de penser à se voir reconnaître les mêmes droits, ces personnes ont dû lutter pour la reconnaissance de leur identité et une place dans la société. Pour ce faire, il a impérativement fallu qu'elles se rendent visibles – par exemple à travers les Gay Pride respectivement les Marches des fiertés ou, malgré elles, à travers l'épidémie du SIDA – et l'émergence du sujet a nécessité une désignation de « ce qu'elles sont ». Il est intéressant de constater que les personnes homosexuelles hommes ont été les premières à sortir de l'ombre, en raison de la double discrimination souvent constatée « femmes + homosexuelles ». Ces mouvements ont mené à l'acronyme LGBTIQ+ actuel. Il convient de souligner certains progrès (dépénalisation, sortie de la liste des maladies mentales, partenariat enregistré, etc.) Malgré tout, l'égalité des droits est loin d'être acquise, et la haine envers les LGBTIQ+ encore trop souvent présente.

Toutefois, si les progrès sociétaux perduraient et « aboutissaient », si les personnes LGBTIQ+ obtenaient les mêmes droits que tout-e citoyen-ne, si l'homophobie et la transphobie notamment n'étaient plus que de vilains souvenirs, serait-il possible de se passer de toute désignation, de telle manière que l'acronyme LGBTIQ+ disparaisse, car il n'aurait plus aucun sens ?

Une telle tolérance, qui serait en réalité une indifférence complète et bienveillante, s'étiole actuellement dès l'éveil de l'enfant. Si les modèles hétérosexuels présentés à l'enfant sont voués à être majoritaires car représentatifs de la population, ils sont pour l'instant hégémoniques et instaurent une norme hétérosexuelle que l'enfant ne pourra plus jamais complètement dépasser. Une fois adulte, il sera peut-être tolérant, peut-être bienveillant, peut-être même personnellement concerné, mais la

norme sera indélébilement ancrée au fond de lui. Pour changer cela, il faudra commencer par sortir les familles homoparentales de la clandestinité (quand elles ne sont pas simplement inexistantes socialement), porter une attention de tous les instants au refus de toute marque normative et/ou de jugement ou encore supprimer toute marque de discrimination, ce qui sera vu par certain-e-s comme une restriction de leur liberté et ainsi largement combattu.

### *L'importance de l'évolution à la fois sociale et sociétale*

Ce qui précède est aisément transposable à toute personne subissant une autre discrimination que l'homophobie ou la transphobie, qu'il s'agisse de racisme, de sexisme, de validisme entre autres. De plus, comme évoqué précédemment, les personnes croisant plusieurs de ces catégories sont d'autant plus touchées par les discriminations, et minorisées au sein même de ces minorités.

Sans convergence des luttes dans la direction d'une société plus égalitaire pour toutes et tous, toute communauté ou mouvement politique verra son action pour l'obtention de droits ou l'effacement de discriminations fortement limitée, voire vouée à l'échec. Les partis politiques de gauche, qui combattent à des degrés divers les discriminations, doivent impérativement articuler ces thématiques.

Nous, socialistes, devrions dans notre lutte contre ces inégalités et discriminations, mieux tenir compte de leur intersectionnalité, de même qu'avec celles qui sont d'ordre social ; de telle sorte que l'ensemble des militant-e-s maîtrisent ces concepts et que la population en comprenne mieux les enjeux. Un beau défi pour chacune des sections du Parti socialiste genevois.



# DEVENIR ALLIÉ.E.X DE LA CAUSE LGBT\*IQ+



DIEGO ALAN ESTEBAN,  
DÉPUTÉ AU GRAND CONSEIL

*Le 29 janvier 2013, Christiane Taubira monta à la tribune de l'Assemblée nationale française pour y présenter le projet de loi instaurant le « mariage pour tous ». Pendant près d'une demi-heure, sans quitter son public des yeux, elle prononça l'un des discours les plus mémorables de notre époque.*

À 19 ans, j'ignorais jusqu'à l'existence même des personnes trans\* et intersexes, tout comme l'ampleur des discriminations vécues par les personnes LGBT\*IQ+. En effet, on nous présente constamment des stéréotypes de genre sans jamais nous laisser voir celles qui en sont exclu.e.s, ni nous autoriser à les déconstruire. J'ai décidé de prêter mes forces à la lutte contre les inégalités, et combattre tant mon ignorance que celle des autres.

## *Écouter puis agir*

En réalité, j'allais bien vite en besogne. L'homophobie et la trans\*phobie sont trop insidieuses pour fuir à l'arrivée du premier progressiste indigné.<sup>1</sup> Pour devenir un allié de la cause, il me fallait d'abord apprendre, mais surtout écouter. Car devenir allié.e.x est un processus lent, qui ne peut se passer de l'avis de personnes concernées. Mais celles-ci refusent souvent d'évoquer les discriminations qu'elles subissent (cela implique régulièrement de parler de leur intimité) devant des personnes non-concernées, ce qui est légitime.

## *Law Clinic sur les droits des personnes vulnérables*

Dans un premier temps, j'ai orienté mes études en droit vers l'examen des droits des personnes LGBT\*IQ+. J'ai rejoint pendant un an la Law Clinic sur les droits des personnes vulnérables de l'Université de Genève, qui travaille avec des personnes marginalisées pour les aider à mieux comprendre leur situation juridique. Nos recherches ont permis la publication d'une brochure<sup>2</sup>, ainsi que la rédaction d'un projet de loi cantonale unique en Suisse, qui sera normalement publié par le Conseil d'État à la rentrée.

Dans un second temps, j'ai orienté mon parcours associatif vers la lutte contre les discriminations LGBT\*IQ+. J'ai participé au projet Change la Suisse de la Fédération Suisse des Parlements de Jeunes, qui permet aux jeunes du pays d'envoyer des propositions politiques aux 11 plus jeunes élu.e.s fédéraux.ales. Ma proposition d'interdire les mutilations génitales pratiquées sur des enfants intersexes fut retenue puis relayée par la socialiste vaudoise Rebecca Ruiz dans un postulat<sup>3</sup>, approuvé le 17 septembre 2018 par le Conseil national.

## *Dépôt d'objets parlementaires*

Enfin, après avoir aidé l'association suisse des personnes intersexes (InterAction) à écrire ses statuts, j'ai pu, suite à mon élection au Grand Conseil, bénéficier de ses conseils pour rédiger une motion<sup>4</sup> s'opposant aux mutilations génitales pratiquées sur des enfants intersexes. Et le 10 avril 2019, pour la première fois en Suisse, un texte parlementaire en faveur des droits intersexes fut adopté à l'unanimité des élu.e.s.

Ce n'est pas comment on devient allié.e.x qui compte, car il existe de nombreuses voies pour y parvenir. Mon parcours n'en illustre qu'une partie. Il est important d'être empathique, patient, à l'écoute, et ne pas se laisser décourager par les espaces non-mixtes ou en mixité choisie, dont je rappelle la légitimité, mais qui ne facilitent pas toujours l'inclusion des allié.e.x.s dans la lutte pour les droits des personnes LGBT\*IQ+.

## *Vers une société plus inclusive*

Ce qui compte, c'est d'avancer vers une société plus inclusive. Chaque personne qui prend conscience de l'injustice de notre société est un pas dans la bonne direction. Et pour atteindre une oreille attentive, accompagner une remise en question ou même insuffler l'indignation contre l'ordre établi, nul besoin d'une Christiane Taubira. Chacun.e.x d'entre nous en est capable.

1. Je constate par ailleurs en écrivant ces lignes que Microsoft Word ne connaît pas les termes « intersexe » et « transphobe ».

2. Lire ici: [www.unige.ch/droit/files/1415/3975/9992/droits-lgbt-2018.pdf](http://www.unige.ch/droit/files/1415/3975/9992/droits-lgbt-2018.pdf).

3. Lire ici: [www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20174185](http://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20174185).

4. Lire ici: <http://ge.ch/grandconseil/data/loisvotee/MV02541.pdf>.

# DIVERSITÉS AU TRAVAIL: TOUJOURS TABOU?

ENTRETIEN OLIVIA BESSAT



*Faire ou non son coming out en contexte professionnel, telle est la question. Après avoir potassé le Guide « Travailler la diversité » de la Fédération Genevoise des Associations LGBT ainsi que les « Droits des personnes LGBT », guide de la Law Clinic de l'Université de Genève, nous avons rencontré Kenza Palomba, spécialiste des Ressources Humaines ayant officié dans le recrutement et la gestion de personnel pour des plateformes pétrolières, puis dans l'humanitaire, histoire de lier principes et pratique.*

**Olivia Bessat :** Comment gère-t-on la diversité quand on s'occupe des ressources humaines ?

**Kenza Palomba :** Pour moi il existe un paradoxe majeur entre la proclamation publique de grands principes<sup>1</sup>, dont font partie le respect de la diversité et l'absence d'entrée en matière sur les questions liées aux personnes LGBT, à plus forte raison LGBTIQ+, dans la gestion quotidienne des ressources humaines, en tout cas pour les organismes privés et publics pour lesquels j'ai travaillé. Évidemment, l'orientation sexuelle n'est et ne

doit en aucun cas faire l'objet de questions lors de l'entretien d'embauche. On ne fait aucune statistique sur les personnes LGBTIQ+ au sein du personnel. Je n'ai jamais observé d'estampillage ni de mise de côté institutionnalisée. On peut l'interpréter de trois façons : soit la diversité va tellement de soi qu'on n'a aucunement besoin d'une politique spécifique envers les personnes LGBTIQ+, soit elle est taboue, et on est plutôt dans un cas de figure *don't ask, don't tell*. La troisième option, c'est que les questions liées à l'orientation sexuelle tombent dans le cadre plus large de la lutte contre toutes les discriminations et le harcèlement au sein du personnel. Un traitement en soi plutôt « négatif », plutôt que dans l'affirmation de valeurs d'inclusion et de validation. Ça reste un sujet délicat. On peut se dire que ça relève de la sphère privée, qui n'interfère pas au niveau professionnel.

**On ferme un peu les yeux, en somme, mais une évolution est-elle possible ?**

Ça me rappelle l'époque où je faisais du recrutement pour les plateformes pétrolières. Il faut imaginer 200 à 500 personnes en mer pendant 6 mois, confinées. À l'époque, aucune femme n'était présente sur les plateformes, à part une infirmière à la rigueur. Les choses changent maintenant, et c'est tant mieux. Pour ce qui est des questions LGBTIQ+, on n'en a jamais fait aucune mention. C'est un environnement très rude, un véritable cas d'école pour la culture ultra-virile, traditionnellement entendue comme hostile aux personnes LGBTIQ+. On imagine bien, même statistiquement, qu'on avait une

hétérosexualité, voire une binarité de façade, mais on n'a jamais abordé la question en termes de gestion de ressources humaines. On mettait en place des mesures de protection contre le harcèlement, la prostitution, mais pas de mesures inclusives. Peut-être un jour ?

**On est plutôt dans une vision binaire de la diversité, plutôt que multiple ?**

De fait, je n'ai jamais observé de traitement particulier de la diversité et de l'intégration des personnes LGBTIQ+ dans les pratiques de l'entreprise ou d'une organisation internationale. On a des cadres concernant le harcèlement, moral et sexuel et autres abus ; on a des exigences claires en termes de parité dans l'humanitaire, mais rien de spécifique aux questions LGBTIQ+, si ce n'est la présence de « toilettes inclusives » dans certains bâtiments peut-être... ça paraît dérisoire.

Les déclarations de principe sur la diversité et l'engagement au respect des Droits humains impliquent que les programmes de l'organisation puissent bénéficier à toutes\* et tous. On investit beaucoup dans une approche prenant en compte les questions de genre, en faveur de la parité en matière de ressources humaines, ce qui est un remarquable progrès. Est-ce que c'est un pas vers la protection large de toutes\* et tous, des personnes cisgenres, des personnes LGBTIQ+ ? Certainement. Mais là encore, on n'aborde pas l'orientation sexuelle de façon frontale. Ça rend aussi l'homophobie plus pernicieuse, plus difficile à détecter, donc plus difficile à combattre.



### Comment gère-t-on le déploiement de personnel dans des pays pour lesquels l'homosexualité est un crime ?

On ne prend aucunement en compte l'orientation sexuelle d'une personne dans son recrutement. Le principe de base, pour un déploiement, c'est de respecter la loi dans le pays dans lequel la personne est affectée. On parle très souvent de la consommation d'alcool dans les pays « secs », qui fait l'objet de sanction en cas de problème. J'avoue que je n'ai encore jamais eu de cas d'employé-e-s ayant eu des relations homosexuelles sous le coup de la loi dans un des pays, où interviennent les organismes humanitaires, condamnant ces mêmes relations. Les personnes LGBTQ+ s'auto-excluent peut-être d'une affectation dans ces pays. On n'a aucune visibilité non plus.

### Quid des sanctions des comportements homophobes ?

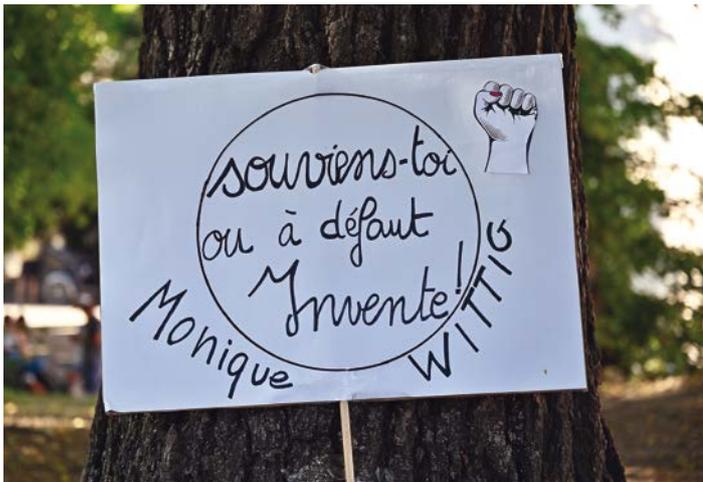
Même s'il existe un cadre de protection face au harcèlement, qu'il soit moral ou sexuel, dénoncer et même prendre des sanctions demande un courage que beaucoup n'ont pas. Si en plus ce sont des hostilités en fonction de l'orientation sexuelle, qui ne fait très souvent l'objet d'aucune protection particulière, on peut imaginer une forme d'impunité. J'ai été, comme

beaucoup dans des organismes employant des personnes du monde entier, témoin de ce qu'on pourrait appeler de « l'homophobie ordinaire ». C'est souvent un clash de culture absolu, qu'il est très difficile de réconcilier et de même faire admettre à la personne, malgré le fait que l'homophobie aille à l'encontre de tous les principes de l'organisation pour laquelle elle travaille. Dans tous les cas, au-delà d'un cadre de protection des personnes LGBTQ+, des campagnes de sensibilisation au sein du personnel sur la protection et la tolérance, envers les personnes LGBTQ+ me paraîtraient un vrai progrès pour que la diversité soit vraiment respectée dans le monde du travail.

---

1. A noter que certaines institutions et entreprises, grandes comme petites, peuvent se déclarer LGBTQ+ friendly, célébrer la Journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie, et participer et /ou sponsoriser des événements comme la Gay Pride.







# PINKSWASHING: UN CONCEPT EN CONSTRUCTION



JORGE GAJARDO

*Que faisait l'entreprise pharmaceutique ViiV à la Geneva Pride du 6 juillet dernier?*

*Réponse: du pinkwashing. Le terme a bourgeonné cet été à Genève pour dénoncer le sponsoring de l'évènement, qui a duré une semaine, par des multinationales au profil surprenant. Même la Ville a été accusée de pinkwashing, entraînant un débat sur le sens du mot. Nous faisons le point avec Lorena Parini, professeure en études genres à l'Université de Genève et co-présidente de la Fédération genevoise des associations LGBT, et avec notre camarade Youniss Mussa, député suppléant au parlement genevois, co-président du groupe Égalité du Parti socialiste genevois.*

## *En Suisse: un mot militant*

Le terme *pinkwashing* est apparu dans les années nonante pour dénoncer l'instrumentalisation du cancer du sein par une entreprise pharmaceutique. Il désigne depuis lors un outil de marketing que les entreprises utilisent pour faire contrepoids à leur mauvaise réputation. Des multinationales du tabac peuvent vanter à certaines occasions leurs chartes de ressources humaines ouvertes à la diversité. Par ailleurs, depuis 2006, le groupe californien *Queers Undermining Israeli Terrorism (QUIT!)* dénonce l'instrumentalisation de la cause

gay pour maquiller les pratiques israéliennes contre les Palestiniens. Voir page 26 le compte-rendu du livre *Mirage gay à Tel-Aviv*.

Au contraire du *greenwashing*, bien plus connu, la notion de *pinkwashing* est encore réservée à un cercle étroit des militant-e-s. Sans surprise, il apparaît à intervalles réguliers depuis 2012, dans les pages du magazine communautaire *360°*, comme dans le quotidien genevois *Le Courrier*, qui suit l'évolution du mot dans sept articles en huit ans. Il est beaucoup plus rare dans la grande presse. Sur le site de la *Tribune de Genève*, *pinkwashing* est soudainement apparu cette année, après avoir longtemps été relégué dans sa section des blogueur-e-s. Sur le site du *Temps*, *pinkwashing* a été écrit une fois par une journaliste, en 2016, puis plus rien.

Et pourtant, les accusations de *pinkwashing* ébranlent l'ambiance des Prides en Suisse. En cause, non seulement le soutien financier de certaines multinationales, mais aussi l'empressement avec lequel les organisateur-trice-s vont les chercher, avec en main une liste de critères manifestement très ouverts qui permettent à des entreprises, au profil éthique peu reluisant, de prendre part à la fête. Youniss Mussa fait remarquer que les politiques d'inclusion LGBTIQ+ dans les multinationales se limitent bien souvent aux cadres. Il n'est pas certain qu'il en soit ainsi en bas de la chaîne de production. « Les conditions de travail des personnes exploitées par les multinationales n'ont rien d'égalitaire et l'image cool ne change pas cette réalité. Ces multinationales évitent soigneusement d'appliquer leur politique de diversité et inclusion dans des pays qui discriminent voire condamnent l'homosexualité ».

On le sait, l'image véhiculée par les multinationales est souvent différente des pratiques. ViiV Healthcare, par exemple.

Accusée par Médecins sans frontières de traîner des pieds pour permettre l'accès d'un médicament contre le VIH chez les enfants dans les pays pauvres, ViiV a pourtant profité de la Pride genevoise pour lisser son image sur le parcours de la Marche des fiertés. Pour Youniss Mussa, l'« hypocrisie est évidente », mais il se demande si la Geneva Pride aurait pu avoir lieu sans l'argent des privés. Même certitude de Lorena Parini: « Organiser une Pride d'une semaine entière coûte de l'argent, en particulier les frais de sécurité. Or les subventions des pouvoirs publics sont loin d'être suffisantes pour couvrir tous les frais ».

## *Genève la prude fait sa Pride*

Toujours pendant la Geneva Pride 2019, l'opération (sans doute nocturne) qui a coloré le Mur des réformateurs aux couleurs de l'arc-en-ciel a été revendiquée anonymement pour dénoncer la récupération de la cause LGBTIQ+ par la Ville de Genève. En effet, profitant aussi de la Pride, la municipalité de Genève avait organisé une exposition de photographies pour afficher en grand format sa fierté de « son » histoire LGBTIQ+, ce qui en a froissé plus d'un-e. Les vénérables barbus, associés à tort ou à raison à la réputation d'une ville prude, ont alors payé de leur personne l'audace de la Ville.

La Ville affiche « son histoire » LGBTIQ+. C'est sans doute exagéré. Qu'on rappelle que Genève a accueilli sa première Gay and Lesbian Pride en 1997, alors qu'à Zurich la manifestation a lieu chaque année depuis le milieu des années 1980, et on comprend que l'histoire genevoise de la diversité de genre est encore jeune. À la suite des gays, les lesbiennes ont émergé très progressivement dans le discours public. Aujourd'hui, l'invisibilisation persiste dans d'autres orientations sexuelles. Comme le souligne Lorena Parini, la diversité de genre est devenue une politique de la Ville



«seulement depuis l'arrivée au Conseil administratif de Sandrine Salerno.» L'ancien magistrat Manuel Tornare avait certes une «sympathie de cœur» pour la cause, mais même à gauche, la prise de conscience a été très progressive. Au passage, Lorena Parini se souvient que, dans les années 1970, un groupe de lesbiennes avait muré l'entrée du Conseil municipal parce que la Ville leur refusait un local.

Moins sensible à l'histoire longue, Youniss Mussa défend le bilan de Sandrine Salerno et rappelle les nombreuses campagnes impulsées sous son mandat: la campagne «Des pensées contre l'homophobie ou la transphobie» durant laquelle des fleurs avaient été plantées sur les lieux d'agressions homophobes ou transphobes, ou la campagne 2018 qui portait sur les seniors LGBTIQ+: «être soi à tout âge». Il rappelle que le Service Agenda 21 a été mis en place par la magistrate socialiste afin d'œuvrer notamment à la promotion de l'égalité entre les habitant.e.s.x., sans distinction de genre, d'orientation sexuelle ou d'origine. Youniss Mussa doute que l'action sur le Mur des réformateurs fasse avancer la cause de l'égalité de genre. Le débat qui suivit a toutefois permis de donner la parole à des personnes transgenres ou queers, «qui sont bien trop souvent marginalisées et trop peu écoutées.»

Justement, peut-on accuser de *pinkwashing* une collectivité publique qui détient le pouvoir en vertu du suffrage populaire, et qui rend justice aux actrices et acteurs d'une longue lutte pour la reconnaissance? Pour Lorena Parini, l'accusation est «sévère», même si elle comprend le point de vue des militant.e.s LGBTIQ+ qui reprochent à la Ville de s'approprier une histoire portée par les mouvements

sociaux. Si certaines associations parmi les plus visibles voient le discours de la Ville comme une reconnaissance, et considèrent les acquis progressifs comme des étapes en direction de nouveaux droits et outils (mariage, filiation, un observatoire de l'homophobie et de la transphobie, etc.), d'autres groupes sont davantage attachés aux libertés plutôt qu'aux droits. «Ils/Elles refusent la normalisation de leurs luttes et ne cherchent pas à être reconnu-e-s comme interlocuteur-trice-s des pouvoirs politiques.»

### *Le risque de la récupération mercantile*

Concluons. Les grandes causes transversales, comme le climat et la diversité de genre attirent du monde. Chacun-e y tire de la satisfaction ou du profit, surtout quand c'est grand. On fera vite un sort au soi-disant *pinkwashing* de la Ville, qui n'en est pas un, même si sa communication maladroite prête le flanc à la critique radicale. Pour les entreprises toxiques, c'est autre chose. La récupération mercantile met à mal l'indépendance des associations qui les portent et fragilise le contenu de leurs revendications.

Si les organisateur-trice-s de la Pride acceptent que des marques non éthiques comme ViiV ou Philip Morris soignent leur réputation à la Pride, pourquoi n'accepterait-on pas qu'une entreprise minière comme Glencore finance une conférence sur les droits humains ou sur l'environnement en Zambie? Lorena Parini préférerait que la Pride retrouve sa modestie et «qu'elle se passe de l'argent des entreprises.» Un point de vue qui devient minoritaire, car même à la gauche de la gauche, on entend des voix pour accepter que les

entreprises restent dans la fête, à condition qu'elles marchent derrière le cortège. Une première mesure corrective pour les Prides consisterait à élever les critères éthiques d'une participation des entreprises. Les pouvoirs publics, qui ne sont pas les derniers à demander aux associations d'aller voir les privés, devraient au moins se montrer exigeants sur ce plan. Sur le principe, déjà, Youniss Mussa est d'avis que ces manifestations devraient être soutenues plus largement par l'État: «Depuis de nombreuses années, la lutte contre la marginalisation des personnes LGBTIQ+ est une priorité dans notre canton, notamment en Ville de Genève. L'État a un devoir de financer ces événements et les associations comme 360°, Dialogai, Lestime ou Parents d'Homo, qui ont pour but de défendre l'égalité entre toute.s.x.»

On terminera cette réflexion en remarquant que le mouvement de la Grève des femmes reste, pour l'heure, imperméable à la commercialisation. Pourquoi la Grève des femmes échappe encore au *girlwashing*? Probablement parce que la revendication de l'égalité entre hommes et femmes apparaît encore comme radicale au secteur le plus capitaliste et conservateur de la société, et parce que les rapports de force à l'intérieur du mouvement n'ont pas encore permis à la mouvance la plus libérale de prendre le dessus. On en retiendra cet enseignement. Quand les grandes causes transversales deviennent soudain mainstream, il est salutaire que des voix critiques, des voix subversives, exigent l'ouverture du débat en s'opposant au noyautage des revendications de la société civile.

# GRAND ÉCRAN

## POUR LES FIERTÉS



OLIVIER GURTNER,  
CO-PRÉSIDENT DU FESTIVAL EVERYBODY'S PERFECT



*Everybody's perfect est le premier festival romand consacré aux communautés LGBTIQ+. Culturelle et citoyenne, la manifestation défend une ligne artistique de documentaire et de fiction, et en phase avec les enjeux de société. Son édition 2019 se déroule du 11 au 20 octobre aux cinémas du Grütli.*

Le 11 octobre 2019 marque l'ouverture de la 6e édition du festival Everybody's Perfect, avec un point fort: les soirées *Un film - Un débat*. À chaque fois, une projection est accompagnée de discussions avec des scientifiques, des personnes engagées et/ou actives dans les institutions ou associations. De même, le cinéma est à l'honneur autant que les performances, expositions, ateliers et soirées festives. «Le festival libère les expressions et permet à chacun-e de partager ses ressentis et de confronter ses identités», comme l'explique sa directrice Sylvie Cachin.

L'année dernière, l'édition 2018 concoctée entre autres par l'équipe a eu le plaisir de présenter en première suisse *Rafiki*, film nommé à Cannes (un certain regard), et de recevoir les actrices Samantha Mugatsia et Sheila Muniya. À l'affiche également, *Mario* de Marcel Gisler, un des premiers films à traiter de l'homosexualité dans le milieu du football. Le palmarès a couronné *Rafiki*,

1985 de Yen Tan et *Ni d'Ève ni d'Adam*, une histoire intersexe, ce dernier ayant reçu le prix du jury des jeunes.

### Un festival à l'année

Impliqué dans la vie de la Cité, Everybody's Perfect est plus qu'un festival en automne. À l'occasion de la Pride 2019 - qui a attiré 70'000 personnes - l'équipe a présenté la programmation cinéma de la manifestation au Spoutnik, et participé au défilé ainsi qu'au village. En été également, le festival n'a pas chômé, en prenant part à la fête nationale organisée par la Ville de Genève, et organisant une soirée de soutien à la Gravière le 30 août, la Fabulous Party!

### Succès grandissant

Avec une hausse de fréquentation de 54% entre 2016 et 2018, le dernier festival a accueilli presque 10'000 personnes! La programmation 2018 a attiré l'attention de la presse, qui s'est traduite par une présence dans *Le Matin Dimanche*, *Léman Bleu*, *Le Courrier*, *Le Temps*, *Radio Lac*, la *RTS TV* ou encore *Radio Vostok*. Une association d'ami-e-s a également été fondée pour soutenir le festival. La manifestation a la chance de connaître un succès grandissant!

### Besoin d'un soutien renforcé

Face à l'importance croissante prise par le festival, la parole des minorités LGBTIQ+ se libère et doit continuer à se libérer; la nécessité d'un financement pérenne s'affir-

me. Le comité d'Everybody's Perfect compte sur la Ville de Genève pour établir une ligne budgétaire nominale. Elle permettrait une meilleure stabilité mais aussi une reconnaissance pour le travail des équipes, des nombreuses personnes bénévoles et du comité.



GENEVA INTERNATIONAL  
*Queer Film Festival*  
5<sup>e</sup> ÉDITION

DU 11 AU 20 OCTOBRE 2019

AUX CINÉMAS DU GRÜTLI  
FILMS, INVITÉS, DÉBATS, SPECTACLES, EXPOSITIONS, FÊTES  
CINÉMA LGBTIQ: LESBIEN, GAY, BISEXUEL, TRANSGENRE, INTERSEXE, QUEER  
RUE DU GÉNÉRAL-D'ORFÈRE 14, GENÈVE - EVERYBODYSPERFECT.CH



# FACE À L'ARC-EN-CIEL



RICARDO DO REGO

*Si la Suisse est souvent admirée pour sa prospérité ou la vigueur de sa démocratie, elle ne saurait être citée comme un modèle de progrès sociétal, et tout particulièrement en matière de droits LGBTIQ+.*

À l'aune des luttes de Stonewall, le militantisme LGBTIQ+ fête cette année ses 50 ans. Depuis, nombre de pays à travers le monde ont suivi le logique mouvement vers l'égalité totale, et particulièrement chez nos voisins. La France, l'Allemagne et plus récemment l'Autriche peuvent notamment aujourd'hui se féliciter de permettre à toutes et tous de se marier et de jouir des mêmes droits aux yeux de la loi. Et pourtant, pendant ce temps, la Suisse, ce pays trop souvent dépeint comme parfait, se traîne encore, et ses habitant-e-s le font vivement savoir.

## *Une Suisse pas si nette*

C'est par un discours vibrant de la Maire de Genève, Sandrine Salerno, que la grande Marche des fiertés s'est ouverte le 6 juillet dernier dans notre ville. Et ce fut un formidable succès. Genève s'est parée de ses plus belles couleurs arc-en-ciel. Plus de 35'000 personnes ont fièrement marché dans les rues de la ville, concluant la parade par une soirée festive au parc des Bastions. À Genève, plus tôt à Zurich, la foule fête, la foule célèbre, mais la foule est aussi impatiente. C'est dans ce même temps que le Conseil national examine l'ouverture du mariage civil à tous les couples. La Pride dévoile alors son caractère militant, véritable réceptacle des revendications de la diversité. Et à raison! Rappelons que la Suisse ne pointe qu'à la 27e place sur 47, devant le Kosovo et derrière la Slovaquie, du classement Rainbow Europe, faisant état de la situation des droits LGBTIQ+ en Europe.

En termes de lutte contre les discours de haine homophobes et transphobes, c'est pire: la Suisse ferme la marche du classement à égalité avec des dictatures comme la Biélorussie et la Russie. Terrible constat qui amplifie d'autant plus la nécessité de l'expression populaire en faveur de la cause LGBTIQ+.

## *Des marches progressistes*

Le succès incontestable de la Geneva Pride 2019 peut paraître inattendu dans une Suisse réputée discrète et atone. Il reste qu'elle s'inscrit dans la suite logique du phénomène de la rue qui reconquiert, entre autres, l'âme d'une Genève autrefois réputée rebelle. Dans la droite ligne des revendications populaires qui se manifestent dans la rue, la population réclame à nouveau, et en masse, un grand bond dans la légendaire lenteur de la démocratie helvète. Cette Suisse des chaussées calmes et propres, se meut désormais en grand nombre pour le climat, pour les femmes\* et aussi pour les LGBTIQ+. À cette ferveur, il appartient à nous, camp des progressistes, d'écouter, de faciliter et de permettre la concrétisation rapide d'un certain nombre d'exigences majeures.

Dans la lutte en faveur de l'égalité totale pour les LGBTIQ+, il convient de rappeler que le Parti socialiste a toujours été à l'avant-garde politique. En cela, les Socialistes partagent et appuient les revendications portées par les associations et acteurs du monde arc-en-ciel. Celles-ci sont limpides et demeurent inchangées: mariage civil pour toutes et tous, droit d'adoption et accès à la médecine reproductive pour les couples de même sexe ainsi qu'une lutte sans faille contre la discrimination des identités de genre et sexuelles. C'est selon cette ligne claire que le PS agit concrètement partout où il est présent: en soutenant notamment le projet d'ouverture du mariage civil à tous les couples dans sa forme étendue, à l'ouverture du

droit d'adoption, ou encore à étendre la norme pénale antiraciste aux actes de discrimination homophobes et transphobes.

## *Objectif: la fin de toutes les discriminations*

Mais la route est encore longue. Si une réjouissante majorité de Suissesses et de Suisses soutiennent les avancées de droits en faveur des minorités sexuelles, quelques obscurantistes jettent encore leurs dernières forces dans la défense de leur sombre agenda. L'association LGBT+ Helpline rapportait, en 2018, près d'une centaine d'actes homophobes et transphobes en Suisse. La pointe de l'iceberg: plus de 80% des cas ne seraient pas signalés à la police par manque de confiance des victimes. Et quand la violence ne s'exprime pas physiquement, elle est aussi politique. C'est par référendum que l'extrême-droite a décidé de s'attaquer à la reconnaissance et à la pénalisation des actes et des discours de haine à l'encontre des LGBTIQ+ votée au Conseil national l'an dernier et portée par le socialiste valaisan Mathias Reynard.

Dans cette lutte qui s'annonce acharnée, il appartient à toutes celles et ceux qui croient à la liberté et à l'égalité de prendre la mesure de leurs responsabilités pour lutter systématiquement contre les réactionnaires. Le Parti socialiste, lui, s'inscrit pleinement dans ce combat et continuera de s'engager en faveur des droits de toutes les minorités sexuelles. La Suisse sera alors, un jour, aussi louée pour être le phare d'une société moderne, progressiste et égalitaire, où chaque personne, lesbienne, gay, bisexuel-le, trans, queer, intersexe et plus, trouve sa place sans aucune discrimination.

# HAINES HOMOPHOBES: LE PEUPLE TRANCHERA



MATHIAS REYNARD,  
CONSEILLER NATIONAL (VALAIS)

*Les victoires obtenues par le PS à Berne ces 4 dernières années sont rares et s'apprécient donc particulièrement. C'est le cas de mon initiative parlementaire contre l'homophobie, acceptée par le Parlement fédéral en décembre 2018.*

*Aucune statistique sur les violences homophobes/transphobes*

*Le chemin a été long depuis le dépôt de la proposition en mars 2013. La lenteur du processus s'explique notamment par l'absence de statistiques sur les violences homophobes/transphobes en Suisse. Ce manque de données conduit trop souvent le monde politique à nier cette réalité, ou du moins à en minimiser l'étendue et la gravité. Divers indicateurs devraient pourtant nous alarmer. Tous montrent la violence spécifique et nettement supérieure à la moyenne dont sont victimes les personnes LGBTIQ+. Les agressions homophobes qui ont fait la Une des médias en Suisse romande il y a quelques mois ne sont que la pointe de l'iceberg. À titre d'exemple, l'antenne de signalement LGBT+ Helpline, lancée en Suisse en 2016, recense depuis lors plus de deux agressions homophobes/transphobes par semaine.*

*Au-delà des cas les plus graves de violence physique, la violence verbale et le harcèlement (notamment en milieu scolaire) font des ravages, engendrent de terribles souffrances et, parfois, tuent. Selon une étude de l'Université de Zurich, 20% des homosexuel-le-s ont tenté de se suicider en Suisse, un chiffre largement supérieur à la moyenne. La moitié de ces passages à l'acte a lieu avant l'âge de vingt ans. Derrière ces données, ce sont des drames humains et énormément de souffrances.*

*L'homophobie tue et il est indigne de rester les bras croisés*

Or, jusqu'à présent, le Code pénal ne réprimait pas les propos homophobes en tant que tels. Cette lacune juridique, qui est d'ailleurs en contradiction avec notre propre Constitution, a été pointée du doigt à plusieurs reprises au niveau international: par le Comité des droits de l'Enfant des Nations Unies, par la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, ou encore lors de l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

Suite à près de six ans de débats et d'hésitations, le Parlement a enfin accepté de compléter l'article 261bis du Code pénal pour l'étendre à la haine homophobe. Au même titre que le racisme et l'antisémitisme, l'homophobie ne serait dès lors plus considérée en Suisse comme une simple opinion. Ces incitations à la haine et à la discrimination seraient reconnues comme des délits. Même s'il reste encore beaucoup à faire pour les droits LGBTIQ+, cette modification représenterait une énorme avancée pour des milliers de personnes en Suisse. Or, cette avancée est aujourd'hui remise en question par un référendum. Avec des méthodes de récoltes de signatures scandaleuses, des groupuscules extrémistes, notamment de l'UDF, sont parvenus à leur fin. Pour celles et ceux qui ont déjà vécu de telles discriminations ou violences, c'est un coup dur. L'aboutissement de ce référendum montre bien que rien n'est encore acquis et que le chemin vers une société plus tolérante est encore long.

*La honte doit changer de camp*

Le peuple suisse se prononcera donc en février 2020 et il nous faut nous préparer à une campagne de votation très émotionnelle. Le combat n'est pas gagné d'avance et nous avons besoin de la mobilisation du

plus grand nombre. Si ce référendum a évidemment le défaut de retarder encore ce long processus, il permet à la population d'affirmer haut et fort son soutien à une Suisse de la tolérance et du vivre-ensemble. Un grand OUI populaire serait la meilleure réponse à apporter à ceux qui s'offusquent de ne bientôt plus pouvoir inciter à la haine à l'encontre des personnes LGBT+.

Il est temps de fixer une limite et de lancer un signal extrêmement fort: les actes et les propos homophobes ne doivent plus être tolérés en Suisse. La honte doit changer de camp.

[www.contre-les-discriminations-oui.ch](http://www.contre-les-discriminations-oui.ch)



# UNE MARCHÉ

## QUI NE S'ARRÊTERA PAS



MATTHIAS ERHARDT,  
CO-PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION  
GENEVOISE DES ASSOCIATIONS LGBT



*Entre le 29 juin et le 7 juillet, la Geneva Pride s'est tenue à Genève. Environ 70 manifestations ont eu lieu dans ce contexte, des conférences, des tables rondes, des spectacles, des expositions, etc. Le point d'orgue a été une magnifique Marche des fiertés, le 6 juillet, lors de laquelle quelque 35'000 personnes sont descendues dans les rues de Genève. De voir une telle mobilisation dans ma ville m'a fait chaud au cœur et je félicite les organisateur/trices de cet immense succès.*

### **Pourquoi une Pride en 2019?**

Même si vous n'avez pas participé à cet événement, vous avez sans doute dû remarquer quelques-unes des contributions de la Ville qui ont embelli l'espace public: des passages piétons, le jet d'eau, le pont du Mont-Blanc ainsi que le palais Eynard ont déployé les couleurs de l'arc-en-ciel. Si de nombreuses personnes, favorables à l'égalité des LGBTIQ+, n'ont pas pris part aux festivités de cette semaine, c'est peut-être parce qu'elles se demandent pourquoi organiser une Pride en Suisse en 2019, alors que les progrès sur les plans politique, social et juridique leur semblent considérables.

Certes, il y a eu des progrès. Mais nous sommes toujours très loin de l'égalité de

droit et de fait. Les personnes trans, intersexes et non-binaires sont les premières concernées. Elles se trouvent encore et toujours marginalisées par la société et systématiquement discriminées par un ordre juridique basé sur la binarité homme/femme. Pour la première fois en Suisse romande, une Pride a mis la situation des personnes intersexes et trans au centre de ses revendications<sup>1</sup> et a ainsi proposé une visibilité à cette population qui se trouve encore trop souvent mise à l'écart, tant au sein de la société majoritaire qu'au sein même de la communauté LGBTIQ+. La discussion à ce sujet reste pour moi l'un des moments phare de cette semaine des fiertés.

Aujourd'hui, en Suisse, toutes les personnes LGBTIQ+ sont trop souvent victimes de violences, de discriminations et d'inégalités. Selon une étude de l'ONG ILGA-Europe, le respect de droits humains et l'égalité des personnes LGBTIQ+ sont réalisés à 31% seulement, ce qui place la Suisse en 23<sup>e</sup> position sur 49 pays.<sup>2</sup> On note, entre autres, l'absence d'un mariage civil égalitaire, comprenant donc l'accès à l'adoption et au don de sperme pour les couples de lesbiennes et l'inexistence d'une norme pénale protégeant contre l'incitation à l'homophobie. Cette Pride a été l'occasion de rappeler ces inégalités et la frustration qu'elles créent au sein de notre communauté.

### **Pour une majorité progressiste à Berne**

Parlement et peuple pourraient, dans un avenir proche, mettre fin à ces inégalités: un projet de mariage civil pour toutes et tous est en traitement au Conseil national et une modification du Code pénal interdisant

l'incitation à la haine et la discrimination homophobe sera soumise au vote populaire au mois de février prochain. Cette Pride tombe donc dans un contexte historique. Elle ne marque pas seulement le cinquantième des émeutes de Stonewall à New York, date clé dans la lutte contre les discriminations LGBTIQ+-phobes, mais elle a eu lieu à quelques mois de deux échéances électorales cruciales: la votation sur la modification du Code pénal évoquée plus haut en février 2020 et les élections fédérales du 20 octobre prochain. Ces deux échéances seront l'occasion pour nous tou.te.x.s, trans, hétéro, lesbiennes, intersexes, bi, queer, asexuel.le.x.s, gay, pansexuel.le.x.s et +++, de donner un signal fort! Il nous faut accepter cette loi et envoyer une majorité progressiste à Berne pour faire, enfin, adopter le mariage égalitaire et faire avancer la Suisse sur le plan des Droits humains.

L'égalité est l'affaire de tou.te.x.s. Il est temps d'agir. Cette Pride, colorée, festive et politique, nous l'a rappelé.

1. Voir manifeste de la Pride, disponible en ligne sous [www.genevaprider.ch/wp-content/uploads/2019/06/Manifeste-GenevaPride2019-web\\_2306-1.pdf](http://www.genevaprider.ch/wp-content/uploads/2019/06/Manifeste-GenevaPride2019-web_2306-1.pdf)

2. [www.ilga-europe.org/sites/default/files/Attachments/rainbowmap2019online\\_0\\_0.pdf](http://www.ilga-europe.org/sites/default/files/Attachments/rainbowmap2019online_0_0.pdf)

# RENVERSONS LA MAJORITÉ

Nous sommes dans la dernière ligne droite pour les élections fédérale du 20 octobre prochain. C'est l'occasion de rencontrer nos candidat-e-s au national: Laurence Fehlmann Rielle, Christian Dandrès, Lydia Schneider Hausser,

Thomas Wenger, Aurélie Friedli, Romain de Sainte Marie; aux États: Carlo Sommaruga, accompagné de Lisa Mazzone comme colistière.

Sur sept candidat-e-s socialistes, cinq sont membres de notre section. Nous avons mis les bouchées doubles en termes de mobilisation, de stands et de porte à porte. La

ville de Genève porte une responsabilité forte dans cette campagne. La voix des villes et des minorités doivent mieux se faire entendre à Berne, afin que celles-ci trouvent des relais parlementaires à leurs justes revendications. Le Manifeste de la Pride fait état du chemin à parcourir pour atteindre l'égalité. Bon nombre de revendications sont placées au niveau fédéral. Nous avons posé cinq questions à nos candidat-e-s en lien avec ces revendications LGBTIQ+.



CARLO SOMMARUGA, 60 ANS, CONSEILLER NATIONAL, AVOCAT AU BARREAU DE GENÈVE, PRÉSIDENT DE L'ASLOCA SUISSE, PRÉSIDENT DE L'ONG SOLIDAR SUISSE

**1. As-tu déjà été témoin / victime de remarque homophobe ?**

Malheureusement oui, j'ai été témoin de telles remarques. A diverses reprises d'ailleurs. Cela m'a amené à intervenir. Ce qui est choquant, c'est la passivité de bien des témoins de tels actes.

**2. À ton avis, pourquoi si peu de politicien.ne.s ont fait leur coming out ?**

Bien qu'il y ait de plus en plus de politicien.ne.s qui font leur coming out, je pense que

le risque de se voir confiné à la question LGBTIQ+ est certainement un obstacle pour ces femmes et ces hommes.

**3. Quelle est la figure LGBTIQ+ que tu admires ?**

Il y en a plusieurs. Mais avant tout les adolescentes et les adolescents qui affrontent avec courage leur coming out.

**4. Es-tu pour ou contre la Procréation médicalement assistée (PMA) pour les couples du même sexe ?**

Favorable. C'est une expression du principe d'égalité.

**5. Quels sont pour toi les combats prioritaires à mener pour les droits des personnes LGBTIQ+ en Suisse ?**

Il y a le mariage pour toutes et tous, le droit à l'adoption pleine et entière. Et bien sûr il faudra gagner la bataille politique du référendum homophobe contre la pénalisation de l'homophobie.

LISA MAZZONE, 31 ANS, CONSEILLÈRE NATIONALE, LES VERTS

**1. As-tu déjà été témoin / victime de remarque homophobe ?**

Oui, elles sont malheureusement encore nombreuses dans le quotidien, comme les remarques sexistes.

**2. À ton avis, pourquoi si peu de politicien.ne.s ont fait leur coming out ?**

Cela relève d'une part de la vie privée et, bien que le coming out soit un acte politique qui serve la cause, tout le monde ne souhaite pas mêler son intimité à son enga-

gement public, ce qui est légitime. D'autre part, cela signifie encore se confronter aux préjugés. Ainsi, alors que plusieurs gays siègent au parlement, ce n'est le cas d'aucune femme ouvertement lesbienne. Cela témoigne de la double discrimination dont elles font l'objet.

**3. Quelle est la figure LGBTIQ+ que tu admires ?**

Enriqueta Faber, une Lausannoise née à la fin du XVIIIe siècle qui a été la première femme médecin à Cuba, déguisée en homme et mariée à une femme. La cinéaste genevoise Laura Cazador lui a consacré un film, *Insoumises*, qui est maintenant à l'affiche.

**4. Es-tu pour ou contre la Procréation médicalement assistée (PMA) pour les couples du même sexe ?**

Absolument pour. Je me suis fortement engagée en commission pour que cela fasse partie du mariage pour toutes et tous actuellement en discussion. Les femmes doivent avoir les mêmes droits en matière de PMA, quelle que soit leur orientation sexuelle.

**5. Quels sont pour toi les combats prioritaires à mener pour les droits des personnes LGBTIQ+ en Suisse ?**

Il y en a encore beaucoup! Assurément l'octroi des mêmes droits - sans exception - pour les couples de même sexe, qu'ils souhaitent ou non se marier. La mise à jour de la norme antiraciste pour lutter contre les discriminations en raison de l'orientation sexuelle, mais aussi de l'identité de genre. En matière d'asile, les discriminations subies par des personnes LGBTIQ+ devraient être un motif systématiquement reconnu. Enfin, la suppression de la mention du sexe dans les lois et documents officiels.



LAURENCE FEHLMANN RIELLE, 64 ANS,  
SPÉCIALISTE EN SANTÉ PUBLIQUE ET  
CONSEILLÈRE NATIONALE

**1.** J'ai assez souvent entendu des remarques homophobes. Il s'agissait de propos formulés sur le ton de la plaisanterie. Néanmoins, on sait que ce genre de remarques contribue à entretenir un climat homophobe.

**2.** Il me semble que ces dernières années, à Genève, les politicien-ne-s déclarent plus facilement leur homosexualité. Mais je pense que dans d'autres cantons plus conservateurs, c'est très difficile. La raison de cette retenue est bien sûr le risque de stigmatisation dont certaines personnes ont encore peur. Elles craignent peut-être qu'on les juge en fonction de leur orientation sexuelle plutôt qu'en fonction de leurs compétences.

**3.** J'admire toutes les personnes qui osent affirmer leurs positions et leur orientation sexuelle et représentent ainsi un modèle pour les jeunes.

**4.** Je suis totalement en faveur de la PMA. On en discute actuellement à la commission des affaires juridiques du Conseil national dans le cadre du mariage pour tous et je me battrais pour que l'on adopte un projet qui place les couples hétéros et homos sur un pied d'égalité.

**5.** Tout d'abord, il faut harmoniser les programmes scolaires pour que tous les cantons organisent une sensibilisation sur l'orientation sexuelle, la transsexualité, la bisexualité, etc. À ce propos, je trouve intéressant la réflexion d'un homosexuel qui affirmait aspirer à une banalisation de ces questions, signe d'une véritable inclusion des personnes LGBTIQ+ dans la société. Ensuite, il faut modifier le Code pénal pour que le viol contre des homosexuels soit reconnu et puni aussi sévèrement que quand il s'agit d'un viol «classique» contre une femme.

Enfin, il faut faire aboutir le projet du mariage pour tous (adoption, PMA, égalité dans les assurances sociales).

CHRISTIAN DANDRÈS, 38 ANS, JURISTE À  
L'ASLOCA ET AVOCAT, DÉPUTÉ AU GRAND  
CONSEIL



**1.** Ayant passé ma jeunesse dans un univers marqué par la religion catholique, j'ai fréquemment été confronté à des discours présentant l'homosexualité comme un problème.

**2.** À très gros traits, je pense que la société suisse repose sur un modèle économique qui porte aux nues la force virile. Afficher une orientation sexuelle qui ne correspond pas à ce modèle expose à des attaques sordides.

**3.** Daniel Guérin par exemple, écrivain révolutionnaire et libertaire. Il s'est entre autres engagé au sein du Front homosexuel d'action révolutionnaire qui a donné une visibilité dans les années 70 aux luttes gays et lesbiennes en France, avec un esprit superbement provocateur. On lui doit également de belles pages sur la Révolution française.

**4.** Bien entendu, l'accès à la PMA découle de l'égalité des droits.

**5.** Dans le paysage politique se sont installés des mouvements très conservateurs prônant un retour à des valeurs morales et religieuses en matière de sexualité et de famille (Manif pour tous). Ces idées, bien relayées dans le public, confèrent une légitimité à l'homophobie. Il faut agir en particulier contre les violences, par la répression, et tenter de les éviter par l'information, la formation, la sensibilisation. Il faut aussi assurer une stricte égalité et liberté, en modifiant la loi sur le mariage, la famille, l'état civil (ex. changement de genre) et en supprimant l'obligation d'apporter des justifications médicales à ces changements. La solidarité doit être assurée, en adaptant les assurances sociales.



LYDIA SCHNEIDER HAÜSSER, 61 ANS,  
RESPONSABLE FORMATION ET TRAVAIL-  
LEUSE SOCIALE

**1.** Les mots utilisés tous les jours comme «homo, pédé, tantouze» me choquent à chaque fois. Ils rabaisent, excluent ou humilient les personnes auxquelles ils sont destinés tout en atteignant aussi à chaque fois les communautés LGBTIQ+.

**2.** Par analogie au statut de femme/féministe, il est délicat de se positionner politiquement sur ce sujet unique. Le risque est de ne pas être une interlocutrice susceptible de défendre d'autres sujets. Pour un-e politicien-ne, faire un *coming out* présente le risque d'être uniquement considéré.e par rapport à cette identité de genre.

**3.** Rosangela Gramoni et Michael Häusermann, membres fondateur/trice.s du Groupe Sida Genève. Sans oublier les relations très fortes vécues avec des travailleuses du sexe transgenres rencontrées durant les années de ma vie professionnelle. Courage de vie, ténacité, force et sensibilité pour vivre leur genre désiré.

**4.** Du moment où la PMA existe en Suisse, il ne devrait pas y avoir de limitation pour les couples remplissant les conditions exigées qu'ils soient traditionnels ou constitués de deux personnes du même sexe. Il devrait en être de même pour l'adoption et l'accueil familial.

**5.** Quelle que soit l'identité de genre des personnes, les droits doivent être identiques pour tout-e citoyen-ne suisse. Autres pistes: informations sur les identités de genre, support, conseil aux jeunes qui ont peur de faire leur *coming out* et aux parents qui ne comprennent pas la situation de leur enfant en termes de genre.



THOMAS WENGER, 42 ANS, CHARGÉ DE PROJET CULTURE ET SPORT, DÉPUTÉ AU GRAND CONSEIL ET CHEF DE GROUPE

**1. As-tu déjà été témoin / victime de remarque homophobe ?**

Oui, de nombreuses fois notamment dans le football mais aussi au travail ou en politique.

**2. À ton avis, pourquoi si peu de politicien.ne.s ont fait leur coming out ?**

Parce qu'il n'est pas encore facile aujourd'hui de faire de la politique en affirmant ouvertement son identité sexuelle.

**3. Quelle est la figure LGBTIQ+ que tu admires ?**

Corinne Mauch, élue en 2009 Maire de Zurich, première femme et première personne ouvertement homosexuelle élue à ce poste.

**4. Es-tu pour ou contre la Procréation médicalement assistée (PMA) pour les couples du même sexe ?**

Je suis pour. Je pense que tous les couples doivent pouvoir connaître le bonheur d'avoir et d'aimer ses enfants.

**5. Quels sont pour toi les combats prioritaires à mener pour les droits des personnes LGBTIQ+ en Suisse ?**

Mettre fin aux discriminations que connaissent les personnes LGBTIQ+, lutter contre l'homophobie et soutenir les victimes; renforcer la prévention et la lutte contre le VIH/sida et les autres maladies sexuellement transmissibles, contre les dépressions et les suicides; et de manière plus générale, favoriser leur santé et leur qualité de vie.

AURÉLIE FRIEDLI, 29 ANS, AVOCATE-STAGIAIRE ET CONSEILLÈRE MUNICIPALE À BERNE



**1.** Oui, dans des remarques du quotidien telles «il joue comme un pédé; c'est une voiture de tapette; quelle gouinasse.»

**2.** La peur de la discrimination est encore trop présente, particulièrement dans le milieu politique. En parallèle, on voit de plus en plus de figures publiques assumer leur homosexualité et cela fait du bien. Je pense notamment à des sportives de haut niveau (Ramona Bachmann, Lara Dickmann) ou des personnages médiatiques (Sven Epiney). La sphère politique suivra rapidement, je l'espère.

**3.** Il y en a tant, mais pour rester dans la politique, je mentionnerais Harvey Milk.

**4.** Je suis pour un mariage pour les couples homosexuels afin qu'ils puissent bénéficier du don de sperme. Concernant la GPA (Gestation Pour Autrui), je ne comprends pas ce besoin impérieux de concevoir un enfant biologique, quoique je n'y sois pas directement confrontée. Je pense qu'avoir un enfant n'est pas un droit. Il existe d'autres moyens d'accueillir un enfant (l'adoption, l'accueil). Dans ce sens, je ne suis pas pour un droit à la GPA; j'appréhende trop les dérives que la «location d'un ventre» pourrait entraîner. Il faudrait, en revanche, se pencher sur les cas de recours à des mères porteuses à l'étranger ayant déjà eu lieu et légaliser les situations des enfants vivants en Suisse.

**5.** L'adoption, la pénalisation des actes homophobes/transphobes et de toutes discriminations liées à l'identité de genre ou sexuelle. Dans le cadre des combats urgents, les politicien-ne-s doivent écouter les revendications des concerné-e-s et travailler avec les associations actives sur le terrain.



ROMAIN DE SAINTE MARIE, 34 ANS, CHEF DE PROJET À L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE, DÉPUTÉ AU GRAND CONSEIL

**1.** J'ai été témoin de bien trop de ces petites remarques homophobes, qui additionnées entretiennent l'homophobie latente.

**2.** L'homosexualité reste un sujet encore trop tabou. Je trouve cela choquant. Par conséquent, certain-e-s politicien-ne-s, comme dans beaucoup d'autres activités professionnelles, sportives ou culturelles, n'osent pas faire leur coming out afin de ne pas mettre en péril leur carrière. Il faut sortir de cette logique.

**3.** Freddie Mercury! C'est de très loin mon chanteur préféré. Enfant, j'écoutais en boucle les cassettes de Queen. C'est une icône pour la communauté gay. C'est malheureusement aussi le symbole des terribles conséquences de l'apparition du SIDA qui a grandement touché cette communauté dans les années 80.

**4.** Je suis favorable au même titre que l'adoption par des couples du même sexe. Pour moi, les deux sont liés. Il y aurait à mon avis beaucoup de couples du même sexe qui feraient d'excellents parents, contrairement à certains couples hétérosexuels...

**5.** L'adoption par les couples du même sexe, la sensibilisation à l'école contre les stéréotypes homophobes et le renforcement des mesures contre l'homophobie, notamment la pénalisation des insultes homophobes sur laquelle nous voterons prochainement.

PROTEGEZ LES FEMMES TRANSGENRES DE COULEUR. PROTEGEZ LES FEMMES TRANSGENRES. PROTEGEZ LES GENRES MARGINALISES. PROTEGEZ LES PERSONNES QUEER NOIRES. PROTEGEZ LES TRAVAILLEUREUSES DU SEXE. DECENTREZ-VOUS. BATTEZ-VOUS POUR QUE LES LIEUX QUE VOUS FREQUENTEZ SOIENT ACCESSIBLES AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP. BATTEZ-VOUS POUR QUE VOTRE ONCLE RACISTE TRANSPHOBES HOMOPHOBES... FERME SA GUEULE. NE COUCHEZ PAS AVEC DES PERSONNES SEXISTES HOMOPHOBES TRANSPHOBES RACISTES VALIDISTE GROSSOPHOBES CLASSISTES. ASSUREZ-VOUS QUE LES LIEUX QUE VOUS FREQUENTEZ SOIENT INCLUSIFS. QUE VOTRE MAISON SOIT INCLUSIVE. QUE VOTRE FAMILLE SOIT INCLUSIVE. QUE VOTRE COEUR SOIT INCLUSIF. FAITES EN SORTE DE NE PAS FETICHISER LES PERSONNES TRANSGENRES, LES PERSONNES NOIRES, LES PERSONNES DE COULEUR, LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP. BATTEZ-VOUS POUR QUE LES PERSONNES PLUS FONCEES QUE VOUS SOIENT REPRESENTEES. FAITES-EN SORTE QU'ELLES SE SENTENT BIEN. NE TOUCHEZ PAS LES CHEVEUX OU LE CORPS DE QUI QUE CE SOIT SANS LEUR DEMANDER LEUR AVIS. NE PREJUGEZ PAS LE GENRE D'UNE PERSONNE. NE PREJUGEZ PAS LE GENRE NI LA SEXUALITE DES ENFANTS. LES DIFFICULTES AUXQUELLES VOUS AVEZ FAIT FACE DANS LA VIE NE FONT PAS DE VOUS QUELQU'UN QUI N'EST PAS OPPRESSIF OU PROBLEMATIQUE. LES LIVRES QUE VOUS AVEZ LU NE FONT PAS DE VOUS QUELQU'UN D'OUVERT. VOTRE VOTE NE FAIT PAS DE VOUS QUELQU'UN DE BIEN. LES ASSOCIATIONS QUE VOUS SOUTENEZ N'ONT RIEN A VOIR AVEC VOTRE IMPACT DANS LA VIE DES PERSONNES OPPRIMEES. SOYEZ DANS L'ACTION. PAS DANS LES MOTS. APPRENEZ A VOUS TAIRE ET A ECOUTER LES PERSONNES NOIRES LES PERSONNES TRANS LES PERSONNES DE COULEUR LES TRAVAILLEUSES DU SEXE LES PERSONNES QUEER ET TOUTES LES AUTRES

**THEY TOLD ME I WAS BEING SELFISH FOR CHOOSING MY NAME  
AGAIN  
THEY TOLD ME I WAS A THIEF FOR CHOOSING MY GRAND PARENTS NAME  
AGAIN  
THEY TOLD ME  
AGAIN  
UNTIL I LEFT THEM ALONE  
IN THEIR SPIRAL  
FULL CIRCLE**

PERSONNES QUE VOUS OPPRIMEZ. PROTEGEZ TOUTES LES FEMMES TRANS DE COULEUR. PROTEGEZ LES GENRES MARGINALISES. PROTEGEZ LES PERSONNES NOIRES FACE AUX VIOLENCES

INSTITUTIONNELLES. PROTEGEZ TOUTSES LES TRAVAILLEUREUSES DU SEXE. BATTEZ-VOUS POUR QUE LES LIEUX QUE VOUS FREQUENTEZ SOIENT ACCESSIBLES AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP. BATTEZ-VOUS POUR QUE VOTRE TANTE GROSSOPHOBES ET VALIDISTE FERME SA GUEULE. NE COUCHEZ PAS AVEC DES PERSONNES SEXISTES HOMOPHOBES TRANSPHOBES RACISTES ABLEISTES GROSSOPHOBES CLASSISTES. ASSUREZ-VOUS QUE LES LIEUX QUE VOUS FREQUENTEZ SOIENT INCLUSIFS. QUE VOTRE MAISON SOIT INCLUSIVE. QUE VOTRE FAMILLE SOIT INCLUSIVE. QUE VOTRE COEUR SOIT INCLUSIF. FAITES EN SORTE DE NE PAS FETICHISER LES PERSONNES TRANSGENRES, LES PERSONNES NOIRES, LES PERSONNES DE COULEUR, LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP. BATTEZ-VOUS POUR QUE LES PERSONNES PLUS FONCEES QUE VOUS SOIENT REPRESENTEES. LES FAITES-EN SORTE QU'ELLES SE SENTENT BIEN. NE TOUCHEZ PAS LES CHEVEUX OU LE CORPS DE QUI QUE CE SOIT SANS LEUR DEMANDER LEUR AVIS. NE PREJUGEZ PAS LE GENRE D'UNE PERSONNE. NE PREJUGEZ PAS LE GENRE NI LA SEXUALITE DES ENFANTS. LES DIFFICULTES AUXQUELLES VOUS AVEZ FAIT FACE DANS LA VIE NE FONT PAS DE VOUS QUELQU'UN QUI N'EST PAS OPPRESSIF OU PROBLEMATIQUE. LES LIVRES QUE VOUS AVEZ LU NE FONT PAS DE VOUS QUELQU'UN D'OUVERT. VOTRE VOTE NE FAIT PAS DE VOUS QUELQU'UN DE BIEN. LES ASSOCIATIONS QUE VOUS SOUTENEZ N'ONT RIEN A VOIR AVEC VOTRE IMPACT DANS LA VIE DES PERSONNES OPPRIMEES. SOYEZ DANS L'ACTION. PAS DANS LES MOTS. APPRENEZ A VOUS TAIRE ET A ECOUTER LES PERSONNES NOIRES LES PERSONNES TRANS LES PERSONNES DE COULEUR LES TRAVAILLEUSES DU SEXE LES PERSONNES QUEER ET TOUTES LES AUTRES PERSONNES QUE VOUS OPPRIMEZ. PROTEGEZ TOUTES LES FEMMES TRANS DE COULEUR. PROTEGEZ LES GENRES MARGINALISES.

# L'AMOUR D'UNE VIE

ENTRETIEN SYLVAIN THÉVOZ

*Membre du Parti socialiste depuis 1973, cofondant la section de Confignon la même année, puis Conseiller municipal dans cette commune dès 1975, Manuel a ensuite été Conseiller municipal en ville de Genève de 1979 à 1999. Il y a présidé le Conseil municipal en 1989-1990. Élu au Conseil administratif en 1999, puis réélu brillamment en 2003 et 2007, il sera trois fois maire. Élu au Grand Conseil en 2009, il devient Conseiller national en 2011, mandat qu'il quittera cet octobre, terminant ainsi une carrière de 44 ans au service de la collectivité. Une occasion incontournable de rencontrer et d'évoquer ses combats, ses amours, ses passions.*

**Conseiller national à Berne depuis 8 ans, tu ne te représentes pas. Pourquoi arrêter maintenant ?**

Quand on est socialiste et que l'on demande la retraite à 62 ans, il est important de laisser la place aux jeunes. J'ai maintenant 67 ans, je pense qu'il revient à d'autres de poursuivre le combat.

**Quels sont les meilleurs moments que tu as vécus à Berne ?**

Honnêtement, Berne, ce n'était pas facile pour moi. J'ai eu beaucoup de plaisir dans l'exécutif en Ville de Genève, car on y est beaucoup plus autonome que dans un groupe de 200 personnes. À Berne, beaucoup prennent la pose et font de la communication plutôt que du travail de fond.

**Quelles sont les rencontres qui t'ont marqué au Parlement ?**

En politique, on ne se fait pas que des amis, mais j'ai eu la chance de rencontrer

des personnes extraordinaires, entre autres Mathias Reynard, Jacques André Maire, Ada Marra, Carlo Sommaruga, Liliane Maury Pasquier, Laurence Fehlmann Rielle, Lisa Mazzone et Raphaël Comte qui toutes et tous m'ont marqué, par leur engagement, leur caractère.

**Tu as beaucoup collaboré avec Mathias Reynard au Parlement.**

Oui, c'est un homme solaire que j'apprécie beaucoup. Doté d'une grande intelligence et d'un sens politique aiguisé, il aura à mon avis un destin fédéral beaucoup plus important que celui qu'il a actuellement. Je le considère un peu comme mon fils, et il le sait. Il a été très courageux en déposant cette initiative parlementaire visant à pénaliser les propos homophobes.

**Justement, quelle est ton appréciation sur celle-ci ?**

C'est bien que ce soit un homme, jeune, hétérosexuel qui ait déposé cet objet, cela a eu plus de portée. Si un homosexuel l'avait fait, les opposant-e-s auraient dit que Reynard défendait son clan. En Valais, défendre les droits des gays, cela aurait pu très mal passer, mais Mathias l'a fait avec subtilité et un grand sens tactique. Il y a un UDC genevois qui n'arrête pas de le vilipender à ce sujet, mais il tient bon. L'homophobie souterraine est encore bien présente.

**Justement, constates-tu une évolution à Berne des politiques concernant les enjeux LGBTIQ+ ?**

Très lentement. Beaucoup de politiciens, à Berne, ont des doubles discours. En public ils sont tout miel, et en privé, on a droit aux poncifs de l'homophobie avec des phrases cache-sexe du style: je ne suis pas homophobe, j'ai même un ami homo, et ils te balancent ensuite une grosse vanne dégueulasse.

**Le parlement demeure un lieu homophobe et sexiste ?**

Oui, et il faut que cela change. Quand je suis passé dans l'émission Infrarouge sur l'homosexualité, j'ai récolté des réactions très médiévales. C'est également extrême au Conseil de l'Europe. Certains partis polonais, hongrois ou serbe ont des dis-

cours homophobes dignes de ce que l'on pouvait entendre au moment de la montée du fascisme avant la guerre. Le fondamentalisme religieux est utilisé comme hochet politique et gourdin homophobe.

**Renverser la majorité est donc un bon slogan de campagne pour nous ?**

Oui, car rien n'a bougé durant cette législature. Ignazio Cassis est un UDC masqué. Il a des prises de position ultra trumpiennes. C'est l'homme lige de l'UDC, à qui il doit son élection. Or, l'UDC ne vote jamais pour les femmes, jamais social. L'UDC vote toujours antisocial. Le milliardaire Blocher reçoit des subventions de l'Union européenne et pratique l'enfumage. L'UDC ne défend jamais le peuple, jamais l'environnement, jamais les droits humains. Il faut le dire et le répéter. Nous n'avons pas été assez clairs et pédagogues. Mais attention, si beaucoup s'attendent à une progression du centre gauche en octobre, rien n'est fait. J'ai trop souvent entendu que nous avions le vent en poupe avant des élections. Il nous faut maintenant une mobilisation maximale.

**Quelle est l'image de Genève à Berne ?**

Elle est désastreuse. L'UDC Christoph Mörgele disait que nous étions les Grecs de la Suisse. Je lui avais alors répondu que c'était un compliment: la Grèce avait été une civilisation plus florissante que celle de la Suisse allemande! L'humour permettait de faire face. Mais aujourd'hui, l'affaire Maudet nous fait très, très mal. La députation genevoise ne s'entend pas. Le gouvernement genevois ne s'investit pas. Et même avec beaucoup d'humour, il est difficile de répondre. Si l'on se compare aux Vaudois et aux Zurichois, nous sommes loin du compte. Les votations d'octobre doivent nous permettre de changer cette dynamique. Il faut un clair changement de majorité dans la délégation genevoise.

**Tu évoques les homophobes dans les parlements, comment discutes-tu avec eux ?**

Je ne les attaque jamais frontalement, car s'ils sont les produits d'une inculture ou plutôt d'une acculturation, les prendre de haut est contre-productif. Je suis membre d'une commission nommée Égalité et

non-discrimination. Dans celle-ci, il y a un UDC obtus que j'ai pourtant vu évoluer en 4 ans, suite aux auditions des associations de défense des transgenres, LGBTIQ+, etc. C'est le signe que par le dialogue, nous arrivons à faire évoluer les gens.

### La pédagogie comme manière de faire évoluer les gens ?

Oui. Culpabiliser les gens et avoir un discours hautain ne marche pas. Mais il est clair qu'il ne faut pas tout accepter. Au final, la sanction doit tomber pour celles et ceux qui franchissent les lignes rouges. C'est pour cela que l'initiative parlementaire de Mathias Reynard est importante.

### Tu es également depuis quatre ans au Conseil de l'Europe, à Strasbourg, un lieu fondamental pour la défense des droits humains ?

Oui. Pourtant, Strasbourg n'est pas du tout médiatisé et cela est regrettable. Je m'y suis beaucoup investi, notamment sur la question des prisonniers handicapés en Europe. J'ai visité un nombre incalculable de prisons, rencontré des femmes détenues dans des conditions inacceptables. Je finalise actuellement un rapport sur les Tatars de Crimée, minorité musulmane persécutée tout au long de son histoire, et désormais martyrisée par Poutine depuis qu'il a annexé la Crimée.

### Une assemblée du Conseil de l'Europe que préside Liliane Maury Pasquier.

Oui. Et il faut absolument relever le travail fantastique que fait Liliane. On ne restitue pas convenablement ce qu'elle fait, et c'est regrettable. Son action renforce l'image de la Suisse. Son action bénéfique a permis que les Russes reviennent au Conseil de l'Europe. Mieux vaut avoir les Russes à l'intérieur du cénacle qu'à l'extérieur, afin de maintenir la discussion et le dialogue. En général, j'ai toujours pensé qu'il valait mieux avoir ses adversaires proches de soi que sur le trottoir d'en face.

### Tu mettras bientôt un terme à plus de quarante-quatre ans de mandat électif. Comment appréhendes-tu cette fin ?

J'ai toujours eu pour philosophie de ne jamais regarder derrière moi. J'ai eu la chance de faire plusieurs métiers : enseignant, doyen, directeur de collège, puis Conseiller administratif. J'ai toujours



changé, évolué. Il n'y a jamais eu de monotonie dans ma vie. Je vais évidemment continuer à me battre pour les droits humains et la reconnaissance de toutes les différences, et toujours remettre en question le libéralisme, le néolibéralisme et ses sales petites affaires. C'est le combat d'une vie.

### Et puis continuer à t'engager comme tu le fais pour la collectivité ?

Bien évidemment. Je suis toujours président de l'Université populaire albanaise (UPA), ayant pris la succession de Maria Bernasconi voilà 6 ans. Je préside la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) à Genève, et je veux faire en sorte que cette association ne soit pas seulement axée sur la lutte contre l'antisémitisme, mais contre toutes les discriminations, dont évidemment l'homophobie. Je suis membre du bureau du Grand Théâtre jusqu'en août 2020 et je préside la Maison de Rousseau et de la Littérature (MRL). Bref, si je cesse mes mandats politiques, la passion pour la chose publique, elle, continue.

### Qu'est-ce qui t'a fait et te fait encore tenir dans ce monde politique parfois violent, ingrat, et rempli de chausse-trappes ?

En 1965 quand j'avais 12 ans j'étais collé devant ma télévision pour suivre les élections françaises. J'étais fasciné par les grandes figures politiques, notamment Mitterrand. J'écoutais jusqu'à point d'heure la radio. C'est la passion pour la chose publique, les gens, les relations humaines, qui ont toujours été mon moteur. Mais les réalisations et les succès aussi sont une grande source d'énergie et de fierté. Je recroise souvent des collaborateurs et collaboratrices et en évoquant le travail réalisé, tant dans la politique de la petite enfance que l'accueil des sans-abri. Cela offre une magnifique source de motivation. Ce qui m'a surtout poussé, c'est le plaisir d'être avec les gens, de les écouter. Si tu n'aimes pas les gens, il ne faut pas faire de la politique, mais autre chose. Et cet amour-là n'est pas lié à un mandat. C'est le choix d'une vie.

## MERCI LILIANE!



Conseillère municipale à Veyrier de 1983 à 1992, puis députée au Grand-Conseil de 1993 à 1996, Liliane Maury Pasquier a été élue au Conseil national de 1995 à 2007, présidant ce dernier entre le 26 novembre 2001 et le 25 novembre 2002. Le 21 octobre 2007, elle est élue au Conseil des États en tête de liste, aux côtés du Conseiller aux États Robert Cramer en remplacement de Christiane Brunner. Ce duo de choc sera réélu à deux reprises en 2011 et 2015. Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe depuis juin 2018, elle terminera son mandat de Conseillère aux États en décembre 2019. Mais son départ du Conseil des États ne signera pas la fin de ses combats pour une véritable égalité. C'est avec émotion, joie et reconnaissance que nous saluons cet extraordinaire parcours. Un engagement politique remarquable porté avec constance par une humanité et une sagesse reconnues de toutes et tous, quel que soit le bord politique. Liliane, c'est une simplicité et une proximité dans les rapports humains et une générosité de tous les instants qui nous inspirent et nous élèvent. Ce sont aussi des combats incessants menés contre les violences sexuelles et sexistes, un engagement sans faille pour la cohésion sociale, l'égalité, et les droits humains, en Suisse et dans le monde. Du fond du cœur, chère Liliane, un grand merci pour l'exemple et le modèle que tu incarnes pour nous toutes et tous, humainement, politiquement, et pour l'énergie que tu nous transmets quotidiennement dans nos luttes pour plus d'égalité.

*Causes communes* proposera dans le prochain numéro un entretien avec Liliane Maury Pasquier

# LIRE LA LUTTE LGBTIQ+

JORGE GAJARDO

Jean Stern, *Mirage gay à Tel Aviv*, Enquête, Libertalia, 2017.

En 2018, la Pride de Zurich a été le théâtre d'une contestation inédite. À l'appel du mouvement Boycott Désinvestissements Sanctions (BDS), les collectifs Feminista!, Slutwalk Suisse, Asile LGBT Genève, L'Escouade, l'Association Gendering et Outrage Collectif, avaient pris pour cible le marketing gay-friendly de la ville de Tel-Aviv, dénonçant un maquillage cosmétique pour masquer l'apartheid israélien et le colonialisme en Palestine.

Moins orienté vers une politique de la diversité à l'intérieur du pays qu'un discours conçu à l'intention des dizaines de milliers de touristes gays occidentaux, le marketing rose israélien est examiné dans tous les sens par le journaliste Jean Stern, dans un livre pionnier dans le monde francophone, *Mirage Gay à Tel Aviv*. Co-fondateur de la revue *Le Gai Pied*, magazine précurseur de la visibilité des homos en France, Jean Stern a travaillé à *Libération* et dans des journaux économiques avant de diriger *La Chronique d'Amnesty International* de 2014 à sa retraite, au début de cette année.

Sur 164 pages, Jean Stern déconstruit la réputation LGBT de Tel Aviv, dont il montre qu'elle doit plus aux millions investis dans la publicité qu'elle ne reflète la réalité sociale du pays (46% d'Israéliens pensent que l'homosexualité est une «perversion»). Le marketing rose de Tel Aviv met en avant des corps virils, musclés, bronzés sur les plages, tels que vantés dans le cinéma et les vidéos de Lucas Entertainment. Un corps fantasmé, attirant, loin des inégalités sociales et de l'oppression des Palestinien-ne-s, loin aussi des jeunes revendiquant une identité de genre alternative. Le sigle LGBTIQ+ est allègrement écrémé pour ne garder que le «G» qui se vend bien mieux. «Le gauchiste, et sans doute plus encore le gauchiste LGBT est l'ennemi public numéro un en Israël», note Jean Stern. Et seraient même nombreu-x-se-s, les LGBT qui préfèrent l'exil en Europe plutôt que de vivre dans l'homophobie ambiante. Une enquête documentée sur une réalité vécue dans les rangs des Prides de Tel Aviv, qui n'oublie ni les dérives nationalistes et racistes dans certains secteurs LGBT en Europe, ni les difficultés des militant-e-s LGBT palestinien-ne-s.

ULRICH JOTTERAND

Collectif sous la direction de Juliette Rennes, *Encyclopédie critique du Genre*, La Découverte, 2016, 740 pages.

Vous cherchez un bref historique du mouvement queer et un état de la question? Vous voulez en savoir plus sur le gonochorisme, sur le pinkwashing? Pas de doute, il vous faut acquérir cette encyclopédie. Ses auteur-e-s indiquent que leur ouvrage est structuré par trois axes transversaux: le corps, la sexualité et les rapports sociaux; il comprend 66 textes thématiques, par exemple: affects, corps au travail, filiation, langage, placard, regard et culture visuelle, vêtement, etc. Un état de la recherche depuis les années septante sur la question du genre. Un index et un système de renvois de fiche à fiches offrent des parcours de lecture originaux et enrichissants. Bref, c'est une somme!

Pour en savoir un peu plus, on consultera avec profit wikipedia qui mentionne l'ensemble des fiches ainsi que les 80 auteures et auteurs qui ont contribué à cette somme.

Quelques extraits de l'article *Violence et genre*

## Extrait 1

L'articulation des questions de genre, de race et de classe développée par les Afrodescendants ainsi que par les militantes indiennes (Amérique latine) à travers le monde a existé bien avant la création du terme d'intersectionnalité dans les années 1990. Ce type d'analyse a été utilisé pour déceler les failles du discours féministe blanc majoritaire et de l'antiracisme majoritairement masculin, précisément sur la question des violences faites aux femmes.

En 1981, Angela Davis pose la violence sexuelle subie par les femmes noires comme l'une des dimensions essentielles et distinctives de la relation entre maître et esclave. Affirmant que le sexisme se nourrit de racisme, Davis dénonce l'incapacité du mouvement féministe contre le viol à saisir le lien entre le viol systématique des femmes noires par des Blancs et les violences racistes contre les hommes noirs injustement inculpés pour le viol de femmes blanches.

## Extrait 3

En France, la perspective intersectionnelle a mis davantage de temps à s'affirmer, en raison des fortes résistances à reconsidérer l'histoire coloniale et à valoriser le travail scientifique des ex-colonisés. Elle s'est néanmoins trouvée au cœur d'un certain nombre de débats de société. L'interdiction en 2004 du port du «voile islamique» à l'école en est un exemple. Des féministes musulmanes croyantes se sont insurgées contre le racisme et l'islamophobie des institutions et des féministes majoritaires, qui les représentent et les essentialisent comme des femmes nécessairement passives et manipulées. La critique intersectionnelle permet justement de ne plus regarder les femmes seulement comme victimes (et les hommes seulement comme agresseurs), mais de considérer la manière dont les victimes se battent et survivent à la violence conjugale ou publique.

## Extrait 4

L'intersectionnalité dévoile encore sa valeur heuristique et politique si l'on rappelle que, jusqu'aux années 1990, la majorité des enquêtes nationales sur la violence à l'encontre des femmes ne s'intéressaient guère à l'orientation sexuelle des victimes. Une recherche récente (2013) a montré que les femmes ayant une vie affective et sexuelle non exclusivement hétérosexuelle ou les lesbiennes sont plus exposées aux violences sexuelles. À l'instar de Hanmer (1977), la violence est ici expliquée par une volonté de contrôle social des femmes qui échappent aux normes sexuelles.

SYLVAIN THÉVOZ

Collectif sous la direction d'Esther Benbassa, *Violences sexistes et sexuelles en politique*, CNRS Editions, 2018, 57 pages.

Cet ouvrage rassemble des textes issus d'un Forum organisé conjointement par le journal *Libération* et Esther Benbassa, membre d'Europe Écologie les Verts et sénatrice depuis 2011. L'ouvrage s'ouvre avec une question simple: Les violences sexistes et sexuelles sont-elles plus nombreuses dans le monde politique? La réponse est claire: «si chaque secteur d'activité produit sa quantité de violences de ce genre, il est clair que les milieux très masculinisés où les hommes exercent un pouvoir fort, sont forcément touchés par le phénomène». Les textes rassemblés dans cet ouvrage dressent un constat sans appel de la domination masculine et des violences de genre: «une femme, ça se coupe à tout propos et hors de propos». À partir d'exemples concrets et de témoignages précis, les mécanismes de la domination masculine sur les minorités et les abus exercés dans le monde politique sont décryptés et dénoncés. Un petit livre salvateur qui met des mots sur une réalité encore trop souvent banalisée et étouffée.



## CŒUR DE LA COUR

La Cour surveille tout le monde, mais qui surveille la Cour ?

## FUITES

Mais d'où viennent toutes ces fuites dans la presse concernant les petites combines du Conseil d'État ? Eh bien ce serait Pierre Maudet lui-même qui en serait à l'origine. Eh oui. Rester sans rien faire, décidément, Pierre, il n'y arrive pas.

## HONTE

Avant, l'UDC pensait nous insulter en affirmant que les Romands étaient les Grecs de la Suisse. Ce qui était pourtant un hommage à une grande civilisation. Désormais, à cause de Pierre et ses incommensurables frasques, ils n'ont plus aucun point de comparaison, à part peut-être la Corée du Nord de Béglé.

## HODGERS

Dans *le Matin dimanche*, le président du Conseil d'État identifie un syndrome d'hubris au gouvernement et stigmatise les comportements des enfants gâtés. On le soupçonne, lui, d'avoir potassé Dolto durant l'été pour bien préparer sa rentrée.

## JORNOT

Les élections générales des magistrats titulaires (de carrière) auront lieu le 26 avril 2020. Le procureur général PLR est déjà en campagne. Il paraît qu'aucun de ses collègues n'ose lui demander avec quel argent il va la financer.

## FEUX, CONTRE-FEUX, FEUX

Vous avez remarqué : chaque fois qu'il y a une audition touchant aux affaires Pierre Maudet, un contre-feu est allumé et d'autres affaires surgissent comme par miracle au même moment. Au vu du nombre d'affaires touchant Pierre et des auditions encore à venir, le médecin cantonal recommande le port du costume ignifuge en Vieille Ville. Les casernes de pompiers sont en alerte.

## MANOTEL

Quand le loup sort dal Busco...

## MUSIQUE

Expliquant pourquoi elle ne s'est pas engagée dans la course à la Municipalité de Genève, notre vénérée cheffe de groupe au Conseil municipal, Albane Schlechten, déclarait au *Temps* en février dernier (oui, on sait, on devrait trier nos archives plus rapidement) qu'elle avait dû trancher entre la direction de la Fondation romande pour la chanson et les musiques actuelles et une candidature au Conseil administratif : « J'ai réalisé que je pouvais vivre sans politique politicienne, mais pas sans musique ». Ben quoi, la politique politicienne, à Genève, ce n'est pas de la musique actuelle ? Non ? Ah bon.

## NUTELLA

Pour Antonio Hodggers, si l'Amazonie brûle, c'est de la faute de ceux qui mangent du Nutella. Le lâche ! Comme il ne veut pas froisser Bolsonaro, il s'en prend aux petits enfants.

## PARLEMENT

Il semblerait que les travaux pour rénover la salle du Grand Conseil et donc du Conseil municipal aient pris du retard et que rien ne sera prêt à temps. C'est Pagani qui est maître d'ouvrage ou quoi ?

## PATRIOTISME

Lors de l'assemblée des délégués de l'UDC, à Orbe, le 29 juin, la vice-présidente du parti, Céline Amaudruz a déclaré qu'au lieu de dénoncer les violences faites aux femmes, comme lors de la grève féministe du 14 juin, il faudrait plutôt se « débarrasser des criminels étrangers qui nous pourrissent la vie ». Contrairement aux criminels suisses, qui nous l'agrémentent. Même quand ils s'en prennent aux femmes. Parce qu'eux, ils ont le droit, puisqu'ils sont Suisses. Vous voulez vraiment reprendre de ce patriotisme (dans la gueule) pour cinq ans ?

## POGGIA FAIT SA COMM

Tous les dimanches ou presque, Poggia annonce dans la presse qu'il va lutter contre Uber. Par contre, il ne dit jamais comment. C'est ballot. En ayant pris le costume de Pierre, il semble en avoir pris les mauvaises habitudes de surcommunication aussi.

## POLICE

Chargé du Département de la Sécurité, le Conseiller d'État Mauro Poggia, réagissant à des heurts entre la police, des dealers et des usagers de l'Usine, a mâlement déclaré à la « Tribune de Genève » du 29 juillet que « l'Usine ne doit pas être un espace de non-droit ». Parce que c'est un privilège de la police ?

## PROVISOIRE

Sur le pont du Mont-Blanc, voilà bientôt deux ans que les cyclistes s'encolonnent dangereusement sur une piste cyclable à l'étude. Bigre, deux ans d'étude pour finir peut-être par un coup de peinture. Pour Dal Busco, faire une piste cyclable, ça prend plus de temps que de renvoyer les chèques gênants qu'il reçoit en douce.

## SECRET DE FICTION

Six députés ont été auditionnés par la police après des fuites sur l'audition de Pierre Maudet par la commission de gestion du Grand Conseil, sur son voyage à Abu Dhabi, Le Courrier s'interroge : « Qui a violé son secret de fonction ? » On n'irait pas plus vite en se demandant qui dans cette histoire (et dans quelques autres) ne l'a pas violé, son secret de fonction ?

## SUPERMAN

Il a des superpouvoirs. Il gère tout à la fois. Il ne dort pas la nuit. Il fait des joggings tôt le matin, il est intègre et au service de la collectivité, c'est... c'est... non désolé je ne vois pas de qui vous parlez.

---

## ABÉCÉDAIRE

---

# CAUSES COMMUNES

